

À propos de l'Alliance syndicaliste

René BERTHIER

Décembre 2003-février 2006

*Je dédie ce travail à mon vieil
et irremplaçable ami,
aujourd'hui disparu, Jacky Toublat,
qui m'a embarqué dans cette affaire.*

L'ALLIANCE SYNDICALISTE S'EST CONSTITUÉE au lendemain des grèves de mai 68 lorsque nombre de syndicalistes libertaires ont fait le constat de l'échec du mouvement libertaire à s'organiser efficacement lors de ces grèves¹. L'initiative vient donc du mouvement libertaire lui-même, et plus particulièrement de la partie syndicaliste du mouvement. Au début, tous ne se définissaient d'ailleurs pas comme anarcho-syndicalistes, certains étaient tout simplement des anarchistes qui avaient une activité syndicale. Au début, dans les réunions de constitution du groupe, il y avait d'ailleurs des militants de la Fédération anarchiste, notamment parmi

¹ Je tiens à remercier Serge Aumenier pour les remarques, les suggestions et les conseils qu'il m'a donnés lors de la relecture de ce travail.

les plus anciens et les plus en vue (des militants « historiques », dirait-on), de Paris et de Bordeaux, et qui étaient pour l'essentiel à FO. Au risque de surprendre, Maurice Joyeux et Suzie Chevet ont donné leur « bénédiction » aux débuts de l'Alliance, mais ces deux camarades ne s'en sont pas occupés une fois qu'elle a été « lancée ».

1.

L'OBJECTIF INITIAL DU PROJET était fort modeste : coordonner l'activité des militants libertaires qui se trouvaient dans les centrales syndicales existantes. Parmi ces militants, il y avait bien sûr des militants dits « de base », mais il y avait aussi pas mal de militants qui avaient des responsabilités syndicales dans leur entreprise ou au niveau local. Il ne s'agissait donc pas à proprement parler de créer une « organisation » mais tout simplement une coordination. Les choses ne se déroulèrent pas ainsi.

Certains militants ont vite fait de comprendre l'enjeu d'une telle initiative et nous avons dû réagir vigoureusement pour ne pas devenir, par l'intermédiaire d'Alexandre Hébert, une sorte d'antenne FO de la pseudo-tendance anarcho-syndicaliste de l'OCI ². La tentative a heureusement échoué.

L'attrait de la nouveauté s'estompant, nous nous trouvâmes une poignée de militants confrontés à une tâche qui semblait impossible à réaliser.

Avec les années, l'un des principaux points qu'il faut souligner est que l'Alliance s'est livrée à un véritable dépoussiérage de la théorie, alors que ce n'était pas du tout l'objectif. C'est ce que note l'auteur d'une brochure, « La CFDT et le syndicalisme

² Les lambertistes ont toujours courtoisé les anarcho-syndicalistes qui leur donnaient une légitimité historique et une filiation virtuelle avec le mouvement ouvrier français. Lorsque s'est constitué le Parti des travailleurs, celui-ci, pour ne pas donner l'impression d'être un bloc monolithique, était constitué en théorie (très théoriquement, je dirais même), de trois tendances, dont une tendance « anarcho-syndicaliste ». Pour ne pas être malpoli, je ne dirai pas ce que je pense de ceux qui ont apporté leur caution à cette organisation trotskiste.

révolutionnaire »³. Une partie des militants parisiens de l'Alliance était passée par le Centre de sociologie libertaire de Gaston Leval. C'est d'ailleurs là que j'ai rencontré Jacky Toublet, qui m'a embringué dans l'aventure.

La préoccupation de Leval était d'assurer aux militants libertaires une solide formation théorique. Il insistait particulièrement sur la nécessité d'acquérir un savoir en économie. Il était également désespéré de l'ignorance des anarchistes devant l'histoire du mouvement ouvrier. Le salon du boulevard Edgar-Quinet était tapissé de livres, qui débordaient sur les meubles et s'entassaient par terre. Gaston avait rempli pendant quarante ans des fiches qu'il rangeait dans des boîtes.

Nous avons tous gardé un souvenir ému et reconnaissant des réunions chez lui, autour de la table du salon, où nous faisons entre autres choses des exposés (si, si...). Les blancs-becs que nous étions pensions tout savoir. Nous pensions en particulier qu'une affirmation péremptoire pouvait tenir lieu d'argument. Avec Gaston, la moindre approximation ou affirmation non fondée solidement était vouée aux foudres du maître. Notre ego en prenait un sacré coup. La choucroute de Marguerite, sa compagne – une Alsacienne –, venait parfois calmer nos blessures d'amour-propre.

Nous avons fini par rompre avec Leval, parce qu'il pensait que nous n'étions pas assez formés ; nous étions, quant à nous, pressés d'agir. Nous sommes partis. Il faut bien que les enfants contestent un jour leur père. Mais on peut dire que les copains qui sont passés par sa bienveillante mais ferme tutelle se sont trouvés par la suite particulièrement bien armés.

Gaston disait fréquemment qu'« on ne fait pas de bons militants avec des ignorants ». On a retenu la leçon. Combien de fois avon-nous vu par la suite des militants anarchistes incapables, par ignorance, de répliquer à une attaque ?

C'est donc incontestablement l'héritage libertaire de Gaston

³ (CSR, BP 3, 31240 Saint-Jean. E-mail : syndicaliste@wanadoo.fr. J'évoquerai à l'occasion cette brochure (en fait quatre brochures séparées) car elle est, à ma connaissance, le seul travail universitaire qui fasse référence à l'Alliance syndicaliste.

Leval qui est passé à l'Alliance, pour ce qui concerne la préoccupation de notre organisation à développer une réflexion théorique. Je ne ferai pas l'injure au lecteur de lui rappeler qui est Gaston Leval ⁴, je dirai simplement que ses liens avec l'anarcho-syndicalisme espagnol ne sont pas à démontrer.

2.

CONCERNANT LA RÉFÉRENCE AU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE, nous faisons une différence entre le sens français et le sens espagnol du terme, et nous adhérons à l'acception espagnole.

Les militants de la CNT espagnole se définissaient comme syndicalistes révolutionnaires. Le communisme libertaire était l'objectif, le syndicalisme révolutionnaire était le moyen. Ils avaient été influencés par les positions de la CGT-SR et connaissaient bien les textes de Pierre Besnard ⁵.

⁴ Pierre Piler dit Gaston Leval, 1895-1978. Il est réfractaire lors de la Première guerre mondiale et se réfugie en Espagne. En 1921 il se rend en Russie comme délégué de la CNT lors du congrès constitutif de l'Internationale syndicale rouge. Son rapport négatif contribue à ce que la CNT n'adhère pas à cette organisation. En 1924 il part s'installer en Argentine. Il participe à la révolution espagnole, dont il observe attentivement l'œuvre économique. Il fuit l'Espagne en 1938, arrêté pour insoumission, condamné, il s'évade de Clairvaux en août 1940. A la libération il vit à Bruxelles, revient en France et collabore à la revue *Contre-courant*. Il rejette le qualificatif d'« anarchiste » trop ambigu à son avis. Il fonde le groupe Socialiste libertaire et crée les *Cahiers du socialisme libertaire* et le Centre de sociologie libertaire. Il écrivit entre autres : *L'Espagne libertaire*. – *l'Etat dans l'histoire*, – *Bakounine, fondateur du syndicalisme révolutionnaire*. A la fin de sa vie il adhéra au Syndicat CGT des correcteurs.

⁵ Pierre Besnard, né en 1886, cheminot au chemin de fer de l'Etat depuis 1909, nommé facteur en chef de la gare d'Autueil en décembre 1919, fut révoqué pour faits de grève en mai 1920 lors de la Grande grève, hélas sans résultat, des chemins de fer. En 1921, il devient secrétaire général du comité central des Comités syndicalistes révolutionnaires, créés en 1919 au sein de la C.G.T. et regroupant anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires et communistes. Après le congrès de Saint-Etienne de la C.G.T.-U. nouvellement créée, où sa motion est repoussée par 848 voix contre 399, il fonde, fin 1922, pour sauver le syndicalisme de la mainmise communiste, le Comité de défense syndicaliste. Ce qui n'empêche pas les anarchistes et les anarcho-syndicalistes d'être à nouveau battus au congrès de

Dans le sens français du terme, le syndicalisme révolutionnaire était un courant proche, mais qui pêchait par le fait qu'il se fondait sur la « neutralité » syndicale, sur l'« indépendance » syndicale, tandis que l'anarcho-syndicalisme était, à nos yeux, une doctrine d'affirmation syndicale *contre* les partis politiques.

La charte d'Amiens a été le texte de référence lors de la constitution de l'Alliance ; cela est très clair lorsqu'on lit le « Manifeste de l'Alliance syndicaliste », qui était notre document de base, au début. C'était l'époque où nous pensions pouvoir regrouper l'ensemble des militants syndicalistes libertaires ou de sensibilité libertaire et où notre projet se limitait à vouloir créer une coordination de ces militants au-delà de leur appartenance syndicale. Confrontés à la réalité, nous avons peu à peu commencé à faire une analyse critique de la charte d'Amiens, qui a fini par cesser d'être une référence particulière. En 1906, la charte d'Amiens est un texte de compromis de différentes tendances unies contre le guesdisme, un texte dans lequel chacun peut s'y retrouver, mais la notion de neutralité syndicale qui s'en dégage peut être interprétée comme une affirmation de non-intervention sur le terrain politique.

L'idée de neutralité syndicale exprimait alors le désir de maintenir une unité organique malgré la pluralité des courants politiques. Mais inévitablement, la logique des faits devait conduire à des prises de position plus tranchées de la part du syndicalisme révolutionnaire, car la recherche à tout prix d'un consensus conduisait à une édulcoration des principes du mouvement. Il n'y a par exemple rien, dans la charte d'Amiens, sur la lutte contre l'Etat ni sur les illusions du parlementarisme.

La charte d'Amiens était donc pour nous un texte de compromis, en aucun cas un manifeste syndicaliste révolutionnaire ou anarcho-syndicaliste. Les adversaires de ces courants ont d'ailleurs parfaitement compris l'enjeu de ce texte, en l'interprétant comme une défaite de l'anarcho-syndicalisme dans la CGT. Edouard Vaillant (socialiste, député à partir de 1893) dira à juste titre que le

Bourges en 1923, sur la question de l'affiliation à l'A.I.T. Il participa à la fondation de la CGT-SR en 1926.

congrès d'Amiens fut une victoire *sur* les anarchistes ; Victor Renard, lui, dira plus trivialement : « Les anarchistes qui prédominent à la CGT ont consenti à se mettre une muselière. »

Nous étions donc plutôt partisans de la charte de Lyon (1926). Notre syndicalisme révolutionnaire était celui de la CGT-SR, qui affirmait la nécessité pour le syndicalisme non seulement de se développer hors des partis politiques, mais *contre* eux. Cette attitude est en quelque sorte l'écho des 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste, qui préconisaient notamment la constitution de fractions communistes dans les syndicats afin d'en prendre la direction. La charte de Lyon de la CGT-SR affirme que le syndicalisme est « le seul mouvement de classe des travailleurs » : « L'opposition fondamentale des buts poursuivis par les partis et les groupements qui ne reconnaissent pas au syndicalisme son rôle essentiel, force également la CGT-SR à cesser d'observer à leur égard la neutralité syndicale, jusqu'ici traditionnelle. » C'était la position des camarades espagnols.

L'une des particularités de l'Alliance est que ses adhérents étaient en général des militants confirmés, c'est-à-dire jeunes – 25-30 ans ou plus, mais qu'il y avait aussi des « anciens » de la CGT-SR et, pour ce qui est des Espagnols, des militants de la CNT liés à Frente Libertario. L'Alliance était très liée à ces deux expériences historiques.

3.

IL SEMBLE QU'ÉMERGE AUJOURD'HUI, TIMIDEMENT, un courant en opposition au « gauchisme » traditionnel, attaché à l'action syndicale, et qui se réfère au syndicalisme révolutionnaire. C'est ce qui apparaît dans la brochure mentionnée plus haut. Mais c'est une référence au syndicalisme révolutionnaire qui se veut en opposition à l'anarcho-syndicalisme, accusé d'être trop lié à l'anarchisme. Ainsi, l'auteur de la brochure « La CFDT et le syndicalisme révolutionnaire » présente comme un handicap le fait que l'Alliance n'ait pas abandonné sa référence à l'anarcho-syndicalisme. Pour nous, l'anarcho-syndicalisme était une référence historique incontournable au mouvement ouvrier du début du siècle.

Nous estimions ne pas avoir à rougir de nous réclamer de l'héritage de Fernand Pelloutier et d'Emile Pouget.

Ceux d'entre nous qui étaient à la CGT ⁶ savaient parfaitement que la référence à l'anarcho-syndicalisme avait un réel impact : malgré les désaccords, personne ne contestait la légitimité historique de ce courant, ce qui n'était pas le cas des trotskistes, assimilés à des intellectuels petits-bourgeois. Par ailleurs, les déclarations d'Edmond Maire, parfaitement opportunistes, cela va de soi, sur la proximité de la CFDT avec l'anarcho-syndicalisme, étaient de toute évidence une tentative d'inscrire cette confédération dans la légitimité historique du mouvement ouvrier. La référence à l'anarcho-syndicalisme n'était pas pour nous un handicap, au contraire.

Ce qui ne nous empêchait pas d'être extrêmement critiques sur l'incapacité de nos anciens à s'organiser pour faire front à la bolchevisation de la CGT – critique qui valait également pour les syndicalistes révolutionnaires. Après la révolution russe, nos anciens se sont trouvés face à une pratique qu'ils ne connaissaient pas, les fractions ⁷. Les communistes s'organisaient en dehors du mouvement syndical pour déterminer les positions qu'ils développeraient dans les structures syndicales ; ils arrivaient ainsi dans les réunions en s'étant préparés : quelques militants organisés parvenaient à prendre le contrôle de l'organisation. Les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires n'ont pas su faire face à cette pratique inédite, ni trouver de contre-mesures.

C'est en référence à cet échec de nos anciens que nous avons eu l'idée de créer des « contre-fractions » pour faire face aux trotskistes. Ça s'est révélé très efficace. Lorsque nous pensions qu'à l'occasion d'une assemblée générale nous risquions d'avoir à faire face à une offensive d'un quelconque groupe gauchiste, nous organisions une réunion préparatoire des libertaires pour préparer la contre-offensive, mettre au point des contre-motions etc. L'une des raisons de cette efficacité résidait dans le fait que les trotskistes ne pensaient pas que

⁶ Si l'activité de l'Alliance a été en grande partie liée à la CFDT, nous avons aussi des camarades à la CGT, à Paris et en province. Il ne faut pas l'oublier. Dans les années 70, ce n'était pas toujours très facile...

⁷ S'ils avaient un peu étudié Bakouline, ils auraient su ce que c'était.

les « anars » étaient capables de ça...

Il est significatif que la pratique de la « contre-fraction » a été mise en œuvre pour la première fois, et avec succès, dans un syndicat de la CGT.

« Une des choses les plus originales que nous avons inventées, c'est la pratique de la contre-fraction. Qu'est-ce qu'une contre-fraction ? Dans une organisation syndicale où des fractions politiques tentent de monopoliser les postes de direction, c'est proposer aux adhérents de constituer une structure plus ou moins clandestine d'opposition avec comme objectif de rétablir la démocratie et le pluralisme syndicaux ; dans cette contre-fraction, les anarcho-syndicalistes sont le noyau et ils s'emploient sans cesse à développer la surface de la contre-fraction, en faisant appel à tous ceux qui veulent que le syndicat appartienne aux syndiqués et non au PCF ou à la LCR ou encore à la social-démocratie chrétienne. Il ne s'agit nullement d'une fraction anarchiste ; elle n'a pas de programme anarchiste, mais une plateforme de rétablissement de la démocratie, des élections pour les postes de responsabilité, des assemblées générales pour gérer les luttes et discuter des accords ⁸. » (Jacky Toublet, interview de Franck Poupeau, archives J. Toublet.)

Dans tout ça, le modèle sur lequel nous nous appuyions était celui de l'Alliance bakouninienne – autre référence à l'anarchisme : une organisation qui impulse des actions et des idées mais qui ne se substitue pas aux travailleurs. Je ne pense pas que l'emploi du mot « Alliance » dans le nom de notre organisation ait été fortuit.

⁸ « Elisabeth, en lisant une épreuve de l'interview, ajouta Jacques Toublet, insista sur le fait que la contre-fraction pouvait permettre de ne pas tomber dans le fonctionnement majorité/minorité systématique. C'est-à-dire d'être critique aussi vis-à-vis de la minorité ; elle concluait que dans le secteur de la Santé, au nom du principe de l'unité de la minorité, les libertaires avaient trop suivi la LCR. »

4.

SI NOUS NOUS DÉFINISSIONS COMME ANARCHO-SYNDICALISTES, la plupart d'entre nous, en tout cas à Paris, ne se définissaient pas du tout comme des anarchistes. Nous avions à l'époque la même défiance envers les organisations anarchistes qu'envers les partis. Opposés à la séparation entre organisation de classe et organisation politique, nous estimions que l'organisation anarchiste participait de cette même division du travail. La lecture de *Solidarité ouvrière* révèle des articles très critiques sur Malatesta et Kropotkine⁹.

D'ailleurs, nos relations avec la FA étaient devenues très mauvaises. Certains de ses militants s'efforçaient à donner de nous une image apocalyptique de dangereux bolcheviks manipulateurs qui n'avaient qu'une envie, prendre le contrôle de la FA. L'anti-alliancisme de la FA frisait la paranoïa la plus délirante. Un militant de cette organisation eut un jour l'imprudence de laisser bien en vue sur le siège avant de sa voiture, garée dans le XVIII^e arrondissement, le magnétophone contenant les bandes magnétiques d'un congrès de la FA. Bien entendu, le magnétophone fut volé. Dans le bulletin intérieur de la FA, la main sournoise de l'Alliance fut désignée comme responsable de ce forfait.

L'Alliance avait également auprès de la FA la réputation d'être « marxiste », ou crypto-marxiste. Cela tenait au fait que nous avions développé une réflexion critique à la fois sur le marxisme et sur l'anarchisme et que nous reconnaissions qu'il y avait tout de même certaines convergences dont il fallait bien parler : entre Proudhon et Marx sur l'analyse économique, entre Marx et Bakounine sur les dérives droitières de certains successeurs de Proudhon, etc. Ceux qui ont lu le *Système des contradictions économiques* de Proudhon et le *Capital* de Marx ont pu quand même constater qu'il y avait certaines convergences de vues. Mais évidemment, il fallait au moins avoir lu ces deux ouvrages...

Un jour se tint dans une des petites salles de la Mutualité, à Paris, une réunion avec le grand personnage charismatique de la FA. Un de

⁹ C'est moi – je l'avoue – qui ai écrit ces articles. Sur Malatesta, je n'ai pas changé. Sur Kropotkine, j'ai mis un peu d'eau dans mon vin.

nos camarades se fit virer de la réunion par un lancer de chaise dudit personnage charismatique – c'est qu'il était vigoureux, le vieux – parce qu'il avait parlé de « plus-value ». Evidemment, c'était du marxisme...

Nous avons longtemps traîné cette réputation à la FA. Quelques années après mon adhésion à la Fédération anarchiste, en 1984, j'ai participé à une réunion de travail pour mettre au point une structure de formation des militants. Chacun devait exposer les thèmes qu'il souhaitait traiter. En fin de compte on m'a dit que je devais travailler avec X. J'ai alors fait remarquer que ce brave camarade X était un de ceux qui m'accusaient hystériquement d'être un trotskiste. On m'a répondu : « Justement », ce qui était une façon de coller à mes basques un commissaire politique. Je me suis levé et je suis parti, et la FA n'a toujours pas, à ma connaissance, de structure de formation des militants.

C'est vrai qu'il y avait chez nous une discipline interne, mais c'était une discipline toute bête, basique, dirais-je, consistant à appliquer les décisions prises, à tenir ses engagements et à arriver à l'heure, enfin ce genre de choses. A l'époque, c'était du bolchevisme pour la FA. En fait, je pense que ce qui a contribué à l'image, effrayante pour les militants de la FA de l'époque, d'une Alliance cohérente et soudée, c'est la capacité de ses militants à tenir tête à tout le monde, marxistes ou non, dans les débats publics. Il est vrai que nous étions effrayés par l'absence de formation des militants libertaires de l'époque. Les plus jeunes militants de la FA d'aujourd'hui ne savent pas que Gaston Leval n'était pas en odeur de sainteté à la Fédération anarchiste et qu'il a été l'objet d'une mise au rancart assez dégueulasse. C'est qu'il avait la mauvaise habitude d'être assez critique sur certains aspects et certaines personnalités charismatiques du mouvement anarchiste de l'époque. Par ailleurs, son bakouninisme affiché était mal perçu.

Pour une raison que j'ignore, Bakounine sentait quelque peu le soufre à la FA. On a une illustration plus récente de ce constat dans le fait que les camarades qui ont sorti pendant des années une revue, *Itinéraires*, consacrée aux principaux militants et penseurs du mouvement libertaire, ont consacré un numéro à tout le monde, du plus connu au plus inconnu... sauf à Bakounine.

Donc, l'Alliance avait peu de relations avec la FA, sinon des relations personnelles avec certains militants. D'autant que le recrutement, par le canal syndical, de militants ayant une réelle expérience de terrain, mais qui n'avaient rien à voir avec le mouvement anarchiste, ne favorisait de toute façon pas un rapprochement « organique », même s'il avait été possible. On n'a pas eu besoin de prendre nos distances avec l'anarchisme. Cette distance, c'est l'anarchisme qui l'a créée.

L'anarcho-syndicalisme était pour nous une doctrine et une pratique qui pouvaient et devaient se passer de l'anarchisme. C'est dire que nous étions à 100 lieues de la « synthèse » de Sébastien Faure ; nous pensions également que 100 lieues séparaient Malatesta de Bakounine : nos sympathies allaient évidemment au second, qualifié par Gaston Leval de fondateur du syndicalisme révolutionnaire – dans l'acception espagnole du mot, bien évidemment.

La quasi-absence de relations entre l'Alliance et la Fédération anarchiste était due surtout à la peur de la FA vis-à-vis d'une organisation qui était perçue comme quelque chose de mystérieux et d'inquiétant, une sorte de société secrète élitiste passant son temps à fomenter des complots. Nous souhaitions que les militants syndicalistes de la FA nous rejoignent pour coordonner leur activité avec la nôtre, et d'ailleurs certains copains l'ont fait, notamment le groupe de Fresnes-Antony composé de jeunes particulièrement dynamiques, dont Hervé Trinquier qui s'engagera plus tard dans la belle aventure du TLP (Théâtre libertaire de Paris) et Jean-Louis Larédo qui participera à l'élaboration des statuts du STC (Syndicat des travailleurs corses).

C'est ceux-là qui feront plus tard le pont entre l'Alliance syndicaliste et la FA lorsque la première se dissoudra et que certains de ses militants, dont moi-même, rejoindront la seconde...

5.

L'UTCL. LES RELATIONS AVEC L'UTCL étaient d'une tout autre nature. La position de principe de l'Alliance était de

coordonner l'activité des militants libertaires dans le mouvement ouvrier. Cela s'appliquait donc aussi à l'UTCL. Il y a eu quelques tentatives de rapprochement, qui ont échoué. Je me souviens d'une conférence nationale entre nos deux organisations, qui s'est tenue dans le XIX^e arrondissement de Paris. Les militants de l'UTCL nous apparaissaient un peu comme des martiens, dogmatiques et rigides, avec un langage totalement stéréotypé imité du trotskisme. On avait du mal à les considérer comme des libertaires. Ils étaient tellement identiques à la Ligue communiste qu'il aurait été plus simple de proposer de travailler avec la Ligue.

Paraphrasant Trotsky qui accusait les ouvriéristes d'avoir « le nez dans le trou du cul de la classe ouvrière », nous disions que l'UTCL avait le nez dans le trou du cul de la Ligue.

Plus encore que l'Alliance, l'UTCL était la bête noire de la FA, sans doute parce qu'elle en était indirectement issue (c'était la scission d'une scission de la FA...). Bien entendu, nous ne partageons pas les terreurs de la FA sur l'UTCL, mais en retour nos tentatives de définir des actions communes avec cette dernière nous rendaient encore plus suspects aux yeux de la FA. Nous pensions que l'UTCL était le symptôme de l'échec de la FA à proposer une alternative en termes d'organisation, à une époque de luttes des classes intenses, et que l'UTCL, elle-même incapable de proposer une alternative, en était arrivée à purement et simplement imiter les léninistes ¹⁰.

6.

LA QUESTION DE LA CNT(F) ¹¹. Il existait à l'époque une CNT, en France, avec laquelle nous avons pris contact, selon le principe que l'Alliance, ne remettant pas en cause les appartenances des uns

¹⁰ L'obsession permanente de Jacky Toublet était de constituer l'unité du mouvement libertaire, un mouvement ancré dans les luttes sociales. Peu de temps avant de mourir, Jacky avait adhéré à Alternative libertaire, qui est, à la suite de mutations dont je ne saurais raconter le détail, la continuateur de l'UTCL.

¹¹ J'ai l'habitude d'écrire ainsi le sigle de l'organisation qui a pris, par imitation, le même nom que la confédération syndicale espagnole, afin que bien les distinguer. Je pense que les camarades qui ont constitué cette organisation après la guerre auraient dû choisir un autre nom, par modestie.

et des autres, se contentait de coordonner les luttes des militants libertaires.

Je me souviens d'une rencontre avec une sorte de petit coq arrogant qui nous a sommés d'adhérer à la CNT(f) ou de cesser de l'importuner, l'Alliance n'ayant pas de raison d'être parce que tous les libertaires devaient passer à la CNT(f), un point c'est tout.

Sur le principe, nous n'étions pas opposés à l'idée que les libertaires devaient envisager peut-être un jour de quitter les centrales « réformistes », mais nous estimions que ce jour-là n'était pas encore arrivé. Passer à titre individuel à la CNT(f) ne présentait aucun intérêt ; il s'agissait d'y passer avec armes et bagages, c'est-à-dire avec les structures syndicales, ou en tout cas avec une quantité substantielle de militants.

Au début des années 70, à tort ou à raison, nous estimions qu'il y avait encore du travail à faire dans le mouvement syndical traditionnel ; beaucoup de nos camarades étaient militants ou occupaient des fonctions électives dans les structures de base et les structures intermédiaires. Nous pensions que de l'eau coulerait encore un peu sous les ponts avant que ces militants soient en mesure d'emmener avec eux des sections syndicales et des syndicats à la CNT(f)¹². Notre prévision a d'ailleurs fini par se réaliser, plus tard, mais la CNT(f) n'y était pour rien et elle est passée complètement à

¹² Nous avons en mémoire une chose que beaucoup de camarades ignorent. Après la guerre, les organisations syndicales « qui n'avaient pas collaboré » ont été invitées à se faire connaître pour récupérer les locaux qu'elles possédaient dans les bourses du Travail. La CGT-SR avait disparu, mais la toute nouvelle CNT(f) se déclarait comme son successeur. Les camarades ont refusé de faire la démarche parce qu'ils « ne voulaient rien devoir à l'Etat ». A cette énorme stupidité, les camarades de la jeune CNT(f) en ont ajouté une autre. Pendant les quelques années qui ont suivi la Libération, des syndicats entiers quittaient la CGT parce qu'ils en avaient marre des staliniens. Nombre d'entre eux sont venus frapper à la porte de la CNT(f). Les camarades qui les ont reçus leur ont demandé s'ils étaient anarchistes. Les gars répondaient évidemment que non, et ils allaient voir ailleurs. C'est ainsi que FO a pu récupérer les syndicats qui ont quitté la CGT. Le jeune gars de la CNT(f) que nous avons rencontré dans le début des années 70 nous paraissait fait dans le même moule que ses prédécesseurs de l'après-guerre. Je précise que le « zèle anarchiste » de ces camarades était tout à fait contraire aux pratiques de la CNT espagnole qui organisait, heureusement, une grande masse de travailleurs qui n'étaient pas anarchistes (1,5 million d'adhérents sous le Front populaire).

côté du phénomène. Je fais évidemment référence à la constitution de syndicats de SUD, au sein desquels se trouvent d'ailleurs beaucoup de libertaires.

Nous pensons également que, en attendant, la CNT(f) pourrait se développer dans les secteurs pas ou peu organisés, et qu'une collaboration pourrait être envisagée. Notre jeune coq, qui était d'ailleurs étudiant, a écarté ce genre de compromission d'un revers de main.

Je m'empresse de dire que la CNT(f) d'aujourd'hui, en tout cas celle de la rue des Vignoles, qui est la seule que je connaisse personnellement, n'a rien à voir avec celle que nous avons connue à l'époque.

7.

NOUS AVONS ASSEZ RAPIDEMENT FAIT LE CONSTAT que le projet initial, fort modeste, d'ailleurs, de l'Alliance n'était pas réalisable : coordonner l'activité des militants syndicalistes libertaires, indépendamment de leur appartenance organisationnelle. Le succès de ce projet n'a été que très marginal : quelques militants par-ci, par-là nous rejoignaient.

Par la force des choses, nous avons été amenés à nous développer, moins en tentant de rallier les militants libertaires déjà organisés qu'en nous développant dans les entreprises, tâche qui, cependant, n'a été rendue possible que parce que nous avons une implantation qui était loin d'être ridicule (en comparaison aux groupes trotskistes, par exemple).

Autrement dit, nous nous sommes pratiquement « extraits » du mouvement libertaire organisé. Aurions-nous dû cesser toute référence à l'« anarchisme » ? Je ne pense pas, car c'est sur le socle libertaire de l'anarcho-syndicalisme que l'Alliance a pu se créer et se développer.

Progressivement, les militants qui venaient à nous n'avaient strictement rien à voir avec le mouvement libertaire, c'étaient des militants issus du mouvement syndical. Beaucoup, après avoir vécu Mai 68, s'étaient engagés dans la CFDT, notamment dans les structures interprofessionnelles. Les positions syndicalistes

révolutionnaires se multipliaient, par exemple : « L'acquisition de la conscience de classe n'est pas le résultat de l'adhésion à un parti politique, mais de la pratique de l'action et de la confrontation directe entre les travailleurs dans les structures décentralisées du syndicat » (Rôle des UL, congrès UD 92, novembre 1972) ; « La destruction de l'Etat par la grève générale est l'acte négatif de la révolution [...] Ce n'est que par la reprise de la production sur des bases socialistes que la lutte révolutionnaire montera d'un cran » (Contre-projet de résolution politique du Syndicat du commerce de Paris, Congrès UD 75, novembre 1974).

C'est largement grâce à eux que l'Alliance a pu exister pendant dix ans ; sans eux, nous aurions représenté une vague et éphémère tentative de plus de regroupement libertaire, qui aurait fini par disparaître au bout de quelques mois ou qui se serait maintenue sous la forme d'un cercle de nostalgiques vieillissants ressassant toujours les mêmes regrets.

L'Alliance s'est de fait transformée en organisation politique dont l'objectif était de se développer dans la classe ouvrière et d'y diffuser les thèses anarcho-syndicalistes. En 1973, le secteur politique de la CFDT alors animé par Albert Détraz, qui affichait une certaine sensibilité libertaire, édita une brochure sur l'anarcho-syndicalisme rédigée par des compagnons de l'Alliance et destinée aux responsables des diverses structures de la CFDT. Devant les nombreuses demandes d'exemplaires supplémentaires, il fit faire un second tirage. La diffusion de la brochure fut bloquée par l'appareil confédéral. C'est après qu'on vit apparaître des cessions de formations contre l'anarcho-syndicalisme...

Les contacts très étroits que nous avons établis avec les camarades d'Usinor Dunkerque n'avaient rien à voir avec le réseau des militants libertaires. C'était le résultat de notre implantation syndicale dans la métallurgie, à travers laquelle nous sommes entrés en contact avec les militants de l'usine de la Grande Synthe. Nous avons également établi des relations avec les dockers CGT de Saint-Nazaire. Aucun d'entre eux n'a adhéré à l'Alliance, mais des relations se sont établies, qui durent encore, à titre personnel. Ces camarades étaient en relation avec le mouvement des paysans

travailleurs de Loire-Atlantique avec lequel nous avons pris contact.

A propos d'Usinor :

« Lorsque nous prenons contact avec la section CFDT de cette grande usine, au tournant des années quatre-vingts, plus de dix mille personnes travaillaient dans l'entreprise et la section représentait environ trente pour cent des voix aux élections professionnelles et plusieurs centaines de cartes.

« C'est à la suite d'articles parus dans *Libération* que nous y allons ; nous rencontrons là-bas quelques-uns des sidérurgistes qui animent la section et qui ont des problèmes avec l'appareil de la CFDT. Dès les premiers moments, Serge et moi, nous avons été très touchés par ces rencontres. Alors que, souvent, lors des prises de contact, nous faisons la connaissance de personnes de la mouvance gauchiste, par exemple dans la Santé ou l'Enseignement, pour l'essentiel les camarades que nous rencontrons à Dunkerque sont de purs produits de la classe ouvrière du Nord, aussi durs à la peine que solidaires dans l'épreuve. Ils se méfiaient de nous, d'ailleurs. Ça a duré quelque temps.

« En effet, très vite, nous avons compris, l'expérience aidant depuis la dissolution du bureau de l'UD de la Gironde, ce qui allait se passer. Pour des raisons que nous n'avions pas perçues tout de suite, ces camarades gênaient, et on pouvait deviner, dans le récit qu'ils nous faisaient des ennuis qu'ils commençaient à avoir avec le syndicat local, l'UD du Nord ou la Fédération des métaux, qu'on allait leur faire un sort. Sinon à tous mais à un certain nombre d'entre eux, sûrement les plus actifs... Ils ne nous crurent pas, tout d'abord, lorsque nous comparâmes leur situation à celles de Bordeaux ou de Lyon-Gare, ou d'autres — ce n'était pas des militants oppositionnels mais des syndicalistes actifs, sans état d'âme concernant l'orientation et la direction de la CFDT ; l'essentiel de leurs activités consistait à combattre leur patron... Plus tard, ils nous confièrent qu'ils n'avaient pas compris réellement ce que signifiait la campagne qu'avait lancée Edmond Maire en dénonçant les " coucou ", en phase très active alors.

Les “ coucou ”, c’étaient, insinuaient Maire, les militants d’extrême gauche qui déposaient leurs œufs dans les nids de la CFDT — plus tard, ceux qui formeront Sud ou le CRC, ce seront les “ moutons noirs ”. Les camarades d’Usinor ne croyaient pas que les coucou, c’étaient ceux, tous ceux qui, pour une raison ou une autre, déplaisaient aux démocrates chrétiens de la direction confédérale. A Usinor-Dunkerque, les camarades avaient un “ coucou ”, un sur dix mille, prénommé Frank, venu plus ou moins de la mouvance “ mao-spontex ”, et, disaient-ils en riant, ils l’avaient bien en main !

« Ils ne prirent aucune précaution, bien que nous le leur suggérions, pour se protéger contre l’orage qui arrivait. Par exemple, ils ne cherchèrent nullement à se constituer en syndicat d’entreprise, pour avoir un statut de personne morale ; ils restèrent en section syndicale. Aussi, lorsque les exclusions arrivèrent, dans la commission exécutive du Syndicat métallurgique de Dunkerque, ils furent minoritaires — les bureaucraties savent organiser les majorités !

« Un certain nombre, les militants, furent jetés de la CFDT comme des malpropres ; Frank fut en outre licencié...

« Qu’allaient-ils faire, les sidérurgistes combatifs d’Usinor-Dunkerque, pour continuer le bon combat ? La CGT ? Depuis dix ans, ils polémiquaient avec ses militants...

« Le groupe de militants expulsés nous chargèrent d’explorer toutes les solutions possibles. A cet effet, je rencontrai même, à la Bourse, mon camarade Pepito Rosel, vieil anarchosindicaliste espagnol qui s’était réfugié à FO dans les années cinquante, pour examiner un recours à Force ouvrière. (Après ça, ne me dites pas que je suis sectaire !) Peine perdue. Dans la région du Nord, nous informèrent les copains d’Usinor, FO-Métaux¹³ c’était le RPR !

¹³ « Si les copains d’Usinor avaient été aussi machiavéliques et malhonnêtes que le prétendaient leurs adversaires de la direction confédérale, peut-être auraient-ils adhéré à Force ouvrière, simplement pour sauter l’obstacle. Gagner du temps pour voir venir. Sans doute étaient-ils trop sincèrement syndicalistes pour se livrer à de telles manœuvres. A la différence de beaucoup de “politiques”, qui ne se gênent pas, eux. Ainsi qu’avait pu le constater, au commencement des années soixante-dix, un camarade qui était délégué syndical CFDT aux Compteurs de Montrouge, devenu

Ils refusèrent et se lancèrent, avec comme seul appui un petit groupe d'anarchosyndicalistes, dans la constitution d'un syndicat autonome, fièrement nommé Syndicat de lutte des travailleurs d'Usinor-Dunkerque (SLT).

« On ne peut s'étendre sur les innombrables difficultés qu'ils durent affronter, simplement d'abord pour se faire connaître des travailleurs, puis pour être reconnus comme représentatifs dans l'entreprise... En tout cas, ils y arrivèrent, à la représentativité ; beaucoup aussi quittèrent l'entreprise, lassés de tout cela.

« Nous les avons aidés comme nous le pouvions, par les contacts ou l'aide matérielle ; je me souviens que nous leur avons offert une machine SAM à imprimer les tracts. Car, après l'exclusion, ils n'avaient plus rien, ni local, ni papier, ni machines, ni trésorerie... L'école des correcteurs recueillit, quelques mois, Frank, dans un stage où il s'ennuya copieusement.

« Quelques mots encore. D'abord pour souligner combien nous étions démunis, avant l'apparition de Sud ou la renaissance de la CNT(f). Nous n'avions rien en magasin à proposer aux camarades qui se faisaient jeter.

« Et pour envoyer mon meilleur souvenir à Pierre Suray, qui fut militant et trésorier du SLT, si jamais un jour il lit ses lignes.

« Ah ! J'oubliais : la raison réelle de la décapitation de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque, c'était évidemment la préparation de la modernisation de l'outil sidérurgique français, Dunkerque et Fos, qui allait s'accompagner de divers regroupements, de fusion et de nombreuses pertes d'emplois. La

plus tard Schlumberger. Un jour, il était entré par erreur dans le local de la section FO, notoirement connue pour être tenue par les gens de Lutte ouvrière et quasi inactive. Quelle ne fut pas sa stupéfaction de voir la pièce, du sol au plafond, entièrement emplie d'extincteurs... Ce n'est que quelques semaines après qu'il comprit la raison de ce qui lui était apparu d'abord comme une incongruité : Lutte ouvrière n'avait pas, alors, de local – la “clandé”, toujours. Néanmoins, il fallait bien que nos camarades trotskistes stockent les extincteurs nécessaires à leur célèbre fête annuelle. Donc, ils utilisaient les locaux syndicaux qu'ils contrôlaient à cet effet ! On en déduit qu'ils ne devaient pas chercher à faire trop d'adhérents hors de LO ! »
(*Note de J.T.*)

section, dans son état premier, aurait pu créer de vraies difficultés à l'actionnaire principal, à savoir l'Etat français. Un nettoyage préalable s'imposait et la direction de la CFDT s'en fit la complice.» (Jacky Toublat, interview de Franck Poupeau, archives J. Toublat.)

En fait, l'Alliance, c'était d'une part un certain nombre de militants solides, un noyau dur, mais c'était aussi de nombreux contacts avec des militants et des groupes avec lesquels nous avions des affinités mais qui n'envisageaient pas du tout d'adhérer. Tout cela fonctionnait plutôt bien parce que nous étions plus intéressés par ce qui pouvait nous rapprocher que par ce qui nous séparait. C'était une sorte de toile d'araignée de relations informelles, très dans la tradition bakouninienne. Avec le temps, quelque chose aurait pu en sortir, mais nous étions trop peu nombreux. On ne pouvait pas être partout à la fois, tout le temps. Ce qui nous mettait en pétard était que le mouvement libertaire ne manquait pourtant pas de militants.

8.

L'UNE DES « CRÉATIONS » DE L'ALLIANCE fut le Comité Espagne libre, en collaboration étroite avec Frente Libertario.

Frente Libertario n'était pas à proprement parler une « dissidence » de la CNT espagnole ; c'était un courant organisé en Espagne et en France qui soutenait les militants de l'intérieur.

Nous avons constitué ce comité pour soutenir les militants libertaires espagnols emprisonnés. Le plus marrant de l'histoire, que beaucoup de camarades ignorent, est que nous nous étions débrouillés pour mettre Eugène Descamps¹⁴ dans le comité d'honneur de l'association...

Concernant l'Espagne, la position de l'Alliance était simple : il fallait que le mouvement anarcho-syndicaliste espagnol détermine lui-même ses instances et sa stratégie librement. Tant que cela n'était pas possible, l'Alliance soutenait les militants de l'intérieur en lutte. Un certain nombre de militants de la CNT espagnole en France

¹⁴ Secrétaire général de la CFDT avant Edmond Maire.

estimaient représenter la *légitimité et la continuité* de l'organisation malgré quarante ans d'exil. En Espagne même, la lutte avait pourtant continué et l'organisation se reconstituait. Il y avait un conflit féroce pour la légitimité de la succession historique de la CNT. La CNT française soutenait les positions des militants en exil. En affirmant que c'est le mouvement en lutte à l'intérieur qui devait définir ses positions, l'Alliance prenait implicitement position contre l'exil, et par conséquent contre la CNT française...

De fait, nous avions des relations tout à fait privilégiées avec Frente Libertario, que nous soutenions et dont certains militants étaient à l'Alliance. Ces camarades étaient opposés aux revendications de l'exil à l'hégémonie sur le mouvement libertaire espagnol et soutenaient activement les militants de l'intérieur. Nous avons donc également participé à certaines actions de soutien aux camarades d'Espagne. Jacky Toublet et moi-même avons eu l'occasion de nous rendre dans ce pays sous Franco, de rencontrer à Barcelone et à Madrid des militants de la CNT de l'intérieur. L'alliance a notamment contribué à leur faire parvenir du matériel d'imprimerie.

Ces conflits d'hégémonie se manifestent encore aujourd'hui par la coupure entre la CNT espagnole et la CGT (espagnole) qui en est issue.

Nous avons également soutenu la CGT portugaise. Le fasciste Salazar avait pris le pouvoir en 1926. La CGT, organisation sœur de la CNT espagnole, avait été alors écrasée. Elle s'est reconstituée après la chute du régime. Là encore, Jacky et moi sommes allés rencontrer les camarades dans ce pays.

En Suède, nous étions très proches de l'organisation syndicale Sveriges Arbetares Centralorganisation (SAC). La SAC n'était pas un « syndicat alternatif », elle se réclamait explicitement de l'anarcho-syndicalisme et avait 25 000 adhérents. Comme nous, elle soutenait activement la CNT de l'intérieur et avait des liens étroits avec Frente libertario. C'est à ce titre que nous avons établi des relations permanentes et très proches avec elle. Aucun militant de la SAC se rendant à Paris ne manquait de nous rendre visite. Certains camarades de l'Alliance, comme Thierry Porré, qui avait vécu en

Suède et parlait la langue, avaient des liens d'amitié avec des membres de la direction de la SAC. La SAC, Frente Libertario et l'Alliance étaient naturellement liés par le soutien à la CNT en Espagne.

9.

LA BROCHURE « LA CFDT ET LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE » évoque un certain nombre de structures de la CFDT qui développaient les thèmes syndicalistes révolutionnaires et participaient de la tendance « SR » de la CFDT. L'auteur de cette brochure occulte deux faits : la tendance « SR » de la CFDT était en fait constituée d'anarcho-syndicalistes ; tous les exemples qu'il donne de présence « SR » dans la CFDT révèlent en fait la présence de l'Alliance syndicaliste.

La section syndicale de la SEP, près de Bordeaux, était très implantée et animée par des copains de l'Alliance. L'union départementale de la Gironde, dissoute par la direction confédérale, était également animée par des camarades de l'Alliance.

Interview de Jacky Toublet par Franck Poupeau :

« Dans la région de Bordeaux, un groupe de copains qui travaillaient à la Société européenne de propulsion (SEP) décidèrent de quitter FO, ce qui n'améliora guère les relations avec ceux qui s'y appelaient anarchosyndicalistes¹⁵, et de s'affilier à la CFDT. De proche en proche, ces copains réussirent une implantation dans les Métaux et d'autres secteurs, comme l'Enseignement. Puis quelques-uns d'entre eux obtinrent des responsabilités à l'UD-CFDT de la Gironde et dans son bureau.

« Il est évident que, une fois membres du bureau de l'UD de Gironde, les camarades ont commencé un travail de sensibilisation sur divers thèmes du syndicalisme révolutionnaire,

¹⁵ Jacky insistait pour écrire « anarchosyndicaliste » en un seul mot, sans trait d'union, point sur lequel j'étais en désaccord. Nous nous sommes souvent disputés sur ce point – des disputes de correcteurs, s'entend...

les revendications, évidemment, mais aussi sur le contenu de l'autogestion — mot d'ordre officiel de la CFDT depuis son congrès de 1970 — et de l'indépendance, alors qu'on commençait à y parler d' " autonomie engagée " avec le Parti socialiste ; la majorité de la direction de la centrale commençait alors son inflexion pour essayer d'amener l'énorme masse de nouveaux adhérents, presque un demi-million peut-être, plus ou moins influencés par les idées de 68, vers la version syndicale de la démocratie chrétienne, qui était, comme on a pu le constater plus tard, son idéologie réelle, en tout cas de ceux qui, autour d'Edmond Maire et de la direction de la Chimie, allaient conduire le tournant droitier. Les deux démarches ne pouvaient que se heurter... En plus, à plusieurs reprises, les copains avaient diffusé des tracts antimilitaristes dans les gares lors des départs des appelés du contingent. Bon, en tout cas, vers 1976, à un moment que je ne saurais vous préciser plus, la direction de la centrale a dissous le bureau de l'UD, et renvoyé les militants dans leur syndicat d'origine. Dans le même temps, le copain délégué syndical de la SEP, Vladimir Charov, fut licencié, avec l'accord du ministère du Travail. Evidemment, nous avons fait le maximum de bruit autour de l'affaire. Peine perdue : la direction se moquait de tout ce qu'on pouvait dire, avec encore plus de mépris que les " stals " — et les autres courants d'extrême gauche, comme souvent durant ces années-là, voyaient l'exclusion de quelqu'un d'une chapelle voisine comme la disparition d'une concurrence. Ainsi les " cathos " ont pu appliquer sans trop de difficultés la bonne vieille technique du salamis à presque toute leur opposition. » (Archives J. Toublet.)

Il y avait de nombreuses sections syndicales CFDT à Paris ou en banlieue dans lesquelles les militants de l'Alliance jouaient un rôle important, dans les grands magasins, dans les assurances, dans les banques, notamment à la BNP, dans le secteur de l'alimentation.

J'ai moi-même été secrétaire adjoint du syndicat des intérimaires, adhérent à la fédération du commerce, où nous avons des camarades. C'était, je crois, le seul syndicat qui publiait un mensuel en vente militante dans la rue, à une époque où le travail intérimaire

explosait.

L'union locale du 8-9^e, particulièrement active, était animée par des militants de l'Alliance. Je peux dire très précisément comment s'est passée l'affaire de l'affiche qui a déclenché la dissolution de l'union locale. A l'époque, je n'étais plus à la CFDT, j'étais à la CGT. J'étais passé voir les copains de l'union locale, qui étaient en train de préparer une affiche contre le rapprochement de la CFDT et du PS, et ils voulaient y mettre une illustration. C'est moi qui ai fait le dessin sur le stencil, représentant un patron sur le dos d'un ouvrier, avec la légende « comme ton patron, adhère au PS »¹⁶. Rétrospectivement, ce n'était bien sûr pas très malin, voire même un tantinet irresponsable. Mais il faut comprendre le contexte : les copains en avaient marre du matraquage pro-PS de la direction confédérale, et par ailleurs ils savaient bien que leur liberté d'action était comptée. Ils étaient dans la ligne de mire.

Evidemment, le dessin n'a pas plu...

« Dans la région parisienne, l'Alliance avait quelques militants dans les services à Paris, qui créèrent une union locale CFDT dans les 8^e et 9^e arrondissements, laquelle fut assez rapidement dissoute par la confédération, vers 1976 : il y avait des licenciements d'employés à Montholon — le siège de la CFDT d'alors — auxquels l'union locale voulait s'opposer. En outre, l'Union locale avait placardé dans tout l'arrondissement une affiche avec le texte suivant : “ Contre le chômage, fais comme ton patron, adhère au PS ”.

« Quelques camarades de l'Alliance militaient aussi à l'UL-CFDT du 10^e ; pendant le conflit du “ Parisien libéré ”, de 1975 à 1977, ils donnèrent divers coups de main aux copains du Livre.

« Dans les Hauts-de-Seine, dans les années qui suivirent immédiatement 68, l'Alliance et l'ORA, qui fonctionnaient ensemble dans ce secteur, obtinrent une bonne implantation, en particulier dans le secteur interprofessionnel, à partir des services, des enseignants et des métaux. Je me souviens qu'un camarade se déclarant libertaire, Gérard Mulet, qui fut secrétaire de l'Union

¹⁶ Je peux l'avouer maintenant, il y a prescription.

départementale (UD), à Boulogne, se réjouissait que chacune des UL du département possédait un équipement technique et un collectif militant qui lui permettaient de soutenir activement les mouvements locaux. En outre, nous avons réussi à faire embaucher à l'UD, comme permanent technique, un vieux camarade espagnol, Antonio Barranco, qui se chargeait, entre deux tirages de tracts sur la machine offset du sous-sol, de la formation syndicaliste improvisée des militants qui venaient chercher du matériel...

« Dans le Val-de-Marne, le secrétaire de l'UD, Jacques Blaise, était sympathisant de l'Alliance ; il fut de tous les combats de l'Alliance et les militants de l'Alliance lui apportèrent tout le soutien possible dans les luttes du département ; je me souviens, en particulier, de la reprise de la production, durant une grève, d'une usine de fabrication de biscuits...

« Un des militants fondateurs de l'Alliance, Serge Aumeunier, ingénieur à l'Aérospatiale, fut longtemps trésorier de l'Union parisienne des syndicats des métaux (UPSM) de la CFDT. Serge et quelques-uns de ses copains, après qu'ils eurent été décentralisés aux Mureaux, firent un gros travail dans l'UD des Yvelines et les UL de la vallée de la Seine. (N'oubliez pas qu'à l'époque, à Simca-Poissy, régnait un syndicat maison plus ou moins fasciste, la CFT.) Le secrétaire et l'employée du Syndicat du bâtiment local, Robert Simonet et Amy Braun, étaient adhérents de l'Alliance.

« Dans la Santé et le Social, l'Alliance avait beaucoup de contacts et quelques militants, Elisabeth Claude, par exemple ; la plupart de ces derniers sont aujourd'hui à Sud-CRC-Santé-Social.

« Enfin, à partir des quelques correcteurs adhérents de l'Alliance, René Berthier, Alain Pécunia, Thierry Porré, Pascal Nürnberg et moi-même, nous eûmes quelques rares contacts dans le Livre, CGT ou CFDT. » (Jacky Toublet, interview de Franck Poupeau, archives J. Toublet.)

La section PTT Lyon gare, mentionnée également, était animée par des militants de l'Alliance ¹⁷.

« Une autre exclusion a été très significative de cette situation. Dans le courant de l'année 1978, une grande manifestation fut organisée contre le surgénérateur de Creys-Maleville ; une section de la CFDT de Lyon de la poste, à Lyon-Gare, c'est-à-dire les postiers qui travaillent dans les trains, a été exclue parce qu'elle y avait participé. Beaucoup de membres de l'opposition, et toute l'Alliance syndicaliste, se sont mobilisés pour s'y opposer, sans résultat. Malgré les appels, les prises de position de nombreuses structures, est apparue à cette occasion la confirmation que la CFDT expulserait de ses rangs tous les militants de l'extrême gauche qui s'exprimeraient dans la confédération. Se fit sentir, dès cette époque, l'absence d'un recours syndical, la possibilité de s'organiser syndicalement après l'exclusion — par exemple, les copains de Lyon-Gare constituèrent un syndicat autonome, le Syndicat autogestionnaire des travailleurs (SAT). Puis, après quelques années, une partie du syndicat adhéra à la CNT. Qui, à l'époque, était minuscule. Mais les copains éprouvèrent le besoin d'être confédérés, de travailler avec des camarades d'autres secteurs industriels. Dans un syndicat autonome, sur un secteur, une ou plusieurs entreprises, on s'essouffle très vite si on n'est pas un corporatiste forcené...

« On voit combien l'échec de la construction de la CNT dans l'immédiat après-guerre a pu avoir des conséquences néfastes ; si les anarchosyndicalistes, au lieu de se disputer au sujet d'abstractions diverses, avaient eu la conscience révolutionnaire de constituer une organisation syndicale minimale, et suffisamment connue, même de quelques milliers de membres, ils auraient pu offrir ce recours à tous les syndicalistes combatifs qui se sont fait expulser des grandes confédérations après 1968. » (Jacky Toublet, interview de Franck Poupeau, archives J. Toublet.)

¹⁷ A vrai dire je ne me souviens pas s'ils étaient formellement de l'Alliance, en tout cas ça ne faisait pas de différence pour nous.

En banlieue parisienne, l'union départementale des Hauts-de-Seine et celle du Val-de-Marne étaient animées par des militants de l'Alliance.

Je ne veux en aucun cas dire que tous les exemples de pratique libertaire ou anarcho-syndicaliste qui pouvaient exister à l'époque dans la CFDT relevaient de l'Alliance ; je veux seulement dire que l'Alliance avait un journal, des archives, des militants connus, grâce à quoi l'auteur de la brochure que j'ai mentionnée a pu recenser un certain nombre de pratiques, mais que d'autres exemples lui ont peut-être échappé parce qu'il n'y avait pas de traces.

D'autres structures étaient animées par des militants libertaires, sans aucun lien avec l'Alliance. Un jour, en tant que secrétaire du syndicat des intérimaires, j'étais allé rencontrer des responsables de l'UL de Vitry parce qu'il y avait des intérimaires dans les grosses boîtes du coin (Rhône Poulenc, je crois) et nous voulions faire une réunion de sensibilisation. Les intérimaires étaient à l'époque très mal perçus par les salariés des entreprises et très peu pris en compte par les syndicats. L'UL de Vitry était une union locale très active ; nous nous mîmes d'accord pour organiser une réunion, et ses animateurs me remirent une plaquette, « Pour une stratégie syndicale révolutionnaire ». C'étaient des syndicalistes libertaires¹⁸.

Je pense qu'il devait exister à l'époque dans la CFDT pas mal de structures qui, indépendamment de l'Alliance, avaient développé des positions proches des nôtres. Ceux de nos camarades qui participaient aux congrès rencontraient constamment des militants qui, n'ayant en général aucun lien avec le mouvement libertaire, développaient des positions proches de l'anarcho-syndicalisme. Cette fermentation, en s'étendant, devenait dangereuse pour la direction confédérale et c'est cela, je pense, qui a conduit celle-ci à prendre des mesures de recentrage. En 1975, les ENO (Ecoles normales ouvrières) destinées à l'appareil permanent ont pour thème :

¹⁸ Je ne me souviens plus de la date de la réunion, mais c'était après le 35^e congrès de la CFDT.

« L'anarcho-syndicalisme : comment le combattre ». Les exclusions des structures « contaminées » vont alors se succéder : 1976, UL 8/9 Paris ; 1977, UD 33, Lyon-Gare ; 1978, BNP Paris ; 1979, Usinor-Dunkerque, la plus grosse section ouvrière de la CFDT, etc. Un formidable gâchis de militants.

Les militants de la Ligue communiste, trop contents de se débarrasser des libertaires, ont à l'époque bien aidé la direction confédérale¹⁹.

Il faut préciser que jamais l'Alliance ne s'est imaginée que la direction confédérale CFDT allait « intégrer » les thèmes libertaires. Les premiers articles de *Solidarité ouvrière* montrent bien l'absence totale d'illusion sur cette question. Les militants de ne faisaient pas de « patriotisme d'organisation », ce qu'ils reprochaient à certains – pas tous – de leurs camarades de FO

En fait, je constate en lisant la brochure que *toutes* les entreprises ou *toutes* les instances syndicales où il est fait état d'une « activité SR », sont des entreprises ou structures dans lesquelles les militants de l'Alliance avaient une influence prépondérante, mais qu'il y avait des activités « SR » dans d'autres entreprises, dont la brochure ne parle pas. Il y avait par exemple chez Renault à Billancourt un noyau extrêmement actif de militants dont l'un des animateurs était un certain Jean-Pierre Graziani. Il animait le Groupe culturel Renault qui éditait textes et poèmes ouvriers, dont les siens. Le chanteur François Béranger, alors salarié de Renault, en faisait partie. Nous sommes restés en contact un moment puis nous nous sommes perdus de vue. Le problème, lorsque des groupes de ce type existaient et lorsqu'ils étaient actifs, c'est qu'ils concentraient souvent leur activité au niveau de leur entreprise ou de l'union locale et il était extrêmement difficile de les convaincre de la nécessité de s'organiser, en tant que libertaires, à un niveau plus large.

¹⁹ La politique de la Ligue consistait à occuper un maximum de postes de permanents, la plupart du temps indépendamment de leur implantation réelle en militants. Cette stratégie était logique pour des gens qui se percevaient comme une direction de rechange de la classe ouvrière. Ça n'a pas empêché qu'ils fassent partie des charrettes, plus tard.

10.**BASISME ET ASSEMBLÉISME.**

Les militants de l'Alliance étaient soit des militants libertaires ayant une solide expérience syndicale, soit des militants issus du mouvement syndical qui se sont ralliés à nos positions.

Si nous estimions que le pouvoir de décision devait être décentralisé, qu'il fallait promouvoir la rotation des mandats, la liberté de débats etc., nous n'avions pas d'affinités avec les militants qui prônaient les assemblées générales permanentes et le « pouvoir à la base » perpétuel. Nous savions bien que des milliers de travailleurs organisés ne pouvaient pas débattre en permanence de ce qu'il fallait faire.

Si le système assembléiste est efficace en période de lutte, ce ne saurait être une forme permanente d'organisation des travailleurs. Cela n'a d'ailleurs jamais été une position du syndicalisme révolutionnaire. Les structures permanentes du prolétariat ne peuvent se limiter à un basisme permanent. Sections syndicales, syndicats, unions locales et départementales ont un fonctionnement quotidien et c'est par ces structures que se fait l'éducation des travailleurs à la lutte. Elles constituent également un enjeu de taille pour toutes les apprentis dirigeants de la classe ouvrière.

Dans cette perspective, le « basisme » permanent était une des méthodes les plus efficaces pour contrôler les travailleurs. Par expérience, nous savions qu'il n'y a rien de plus manipulable qu'une assemblée générale, et qu'un petit groupe de militants aguerris peut facilement prendre le contrôle d'un groupement beaucoup plus grand.

Il est piquant de constater qu'un ancien militant des *Cahiers de Mai*, de tendance conseilliste, devenu permanent à la fédération des services CFDT, s'efforçait, au nom du « basisme », d'enlever tout pouvoir aux syndicats de base, excellent moyen d'éviter toute contestation organisée. Il fut un excellent auxiliaire du « recentrage » opéré par l'appareil confédéral.

C'est pourquoi l'Alliance s'efforçait de montrer aux travailleurs toutes les méthodes par lesquelles les avant-gardes autoproclamées tentaient d'accéder à la direction de leurs organisations de classe.

C'était un des points principaux que nous nous efforcions de développer dans les réunions de formation.

L'organisation de classe des travailleurs est une organisation permanente, qui a une fonction de regroupement et de réflexion, qui fonctionne tous les jours, qui a un mode de fonctionnement bien défini. Le problème n'est pas dans le principe même de l'existence de cette organisation, il est dans les modalités de fonctionnement : y a-t-il ou non contrôle des mandats, rotation des mandats, etc.

11.

NOUS AVIONS EN PLUSIEURS OCCASIONS mené des réflexions sur les perspectives de notre activité et sur celles du mouvement libertaire en général. Nous savions que l'Alliance était une forme qui n'était pas destinée à se perpétuer indéfiniment. D'autres expériences étaient en train de se dérouler parallèlement à la nôtre.

Il y avait la CNT(f), dont le bilan n'était alors pas très positif à nos yeux. Nous pensions que les militants de cette organisation, s'ils abandonnaient leur dogmatisme, pouvaient avoir un « créneau ». Ils pouvaient se développer dans des secteurs peu touchés par la syndicalisation traditionnelle et créer ainsi une base pour un développement ultérieur. Nous pensions également que l'aggravation de la crise du syndicalisme pouvait conduire un jour des militants à sortir des structures traditionnelles pour créer autre chose. Cette autre chose aurait pu être la CNT(f) si elle avait pu entre-temps créer des structures d'accueil et abandonner ses positions rigides.

Les choses ne se sont pas passées comme nous l'aurions voulu. La crise du syndicalisme a effectivement poussé des militants et des structures entières à quitter les organisations traditionnelles, mais faute de structure d'accueil crédible ils ont constitué autre chose : les syndicats SUD. Même les libertaires qui ont quitté la CFDT ou, plus marginalement, la CGT, ont évité la CNT(f).

Dans les années soixante-dix se déroulait également une autre expérience intéressante, celle des comités de toutes sortes. Des militants ouvriers quittaient les instances syndicales et créaient dans leurs entreprises, leurs quartiers, des comités de base. Ce mouvement prenait une réelle ampleur. L'Alliance avait établi des contacts avec

certains d'entre eux, comme à Roanne. Les militants de ces comités voulaient créer un mouvement en dehors de tous les partis politiques. Notre position était de conserver le contact avec eux, sans cacher nos propres vues, mais nous ne cherchions pas à les « recruter ». Nous pensions que par leur expérience pratique ils finiraient par arriver à quelque chose de proche de l'anarcho-syndicalisme, s'ils avaient eu l'idée de se fédérer.

En résumé, il y avait, en théorie, trois options :

- L'Alliance qui coordonnait l'activité dans le mouvement syndical ;
- La CNT(f) qui aurait pu constituer une alternative au mouvement syndical traditionnel ;
- Les comités de base qui développaient des groupes autonomes.

Ces trois options ne s'excluaient pas l'une l'autre ; elles correspondaient à des tactiques répondant à des besoins diversifiés dans des contextes différents. Avec une certaine naïveté, sans doute, nous pensions à l'époque qu'avec un minimum d'imagination, elles auraient pu aboutir à une forme d'unification.

Cependant, J. Toublet montre comment certains militants ont abandonné la pratique des « collectifs » parce qu'ils pensaient qu'elle conduisait à une impasse.

« A l'occasion de deux grèves importantes, celle des postes et celle des banques, vers 1974, les copains les plus lucides – ceux dont je parlais il y a un instant – finirent par constater que les collectifs ouvriers ne servaient à presque rien dans les grèves ; ceux qui décidaient, c'étaient les syndicats. Les grèves étaient commencées par les syndicats, gérées par les syndicats, terminées par les syndicats. Il y avait, sans doute, toujours moyen de faire un petit peu quelque chose dans les entreprises et les centres de tri, mais rien de déterminant... Un débat dans l'ORA s'est donc amorcé pour changer de position, c'est-à-dire pour commencer à investir des militants dans le mouvement syndical,

indépendamment des collectifs ouvriers ; la plupart de ces derniers disparaissaient d'ailleurs assez vite... Ces débats – et des questions théoriques : certains parlaient de synthèse entre le marxisme-léninisme et l'anarchisme ou d'un nouveau concept dit “dictature antiautoritaire du prolétariat” – ont déclenché une scission²⁰ : d'un côté une organisation nommée Organisation communiste libertaire (OCL), très affaiblie aujourd'hui, et une autre qui s'est appelée l'UTCL²¹ (Union des travailleurs communistes libertaires) sur la nouvelle orientation. Les futurs militants d'*Alternative libertaire* (Spadoni, Renard, Cellier) ont alors fait la “tournee des popotes” pour tenter des rapprochements.

« Des incompréhensions de nombreux anarchosyndicalistes sur l'évolution des ces copains, et peut-être des questions de génération, ont fait que l'Alliance et l'UTCL n'ont pas fusionné — et on peut peut-être, aujourd'hui, le regretter²²... »

²⁰ Toublet croyait devoir ajouter, à la relecture de son interview : « Il y eut peut-être d'autres causes à la scission, moins théoriques. Ainsi l'un des protagonistes de cet éclatement, dont le nom importe d'autant moins qu'il devait être faux, s'est trouvé être celui qui a apporté impasse Guéméné, le local de la Ligue communiste, à laquelle il avait adhéré après l'implosion de l'ORA, l'objet qui servit de prétexte formel à l'interdiction de cette organisation. Quelque temps après également, avec deux ou trois copains, nous étions allés musarder à la fête de *Lutte ouvrière*. Quelle ne fut pas notre surprise d'y voir une ancienne militante de l'ORA, qui avait été responsable des relations internationales, en train de faire cuire des frites... Et avec tant d'attention qu'elle ne vit point les signes que nous lui fîmes ! Nous en avons conclu que le ministère de l'Intérieur et LO, et peut-être d'autres, s'étaient occupés de l'ORA, cette organisation dont le développement ne leur seyait guère. »

²¹ Union des travailleurs communistes libertaires, un des deux groupes issus de la scission de l'ORA qui par regroupement avec d'autres constitua *Alternative libertaire*.

²² Sur ce dernier point, Jacky a la mémoire un peu sélective. A l'époque où se déroulaient des discussions entre l'Alliance et l'UTCL, il était le premier à être complètement effaré par l'attitude et le discours de l'UTCL, dogmatique, sévère, cassant et prétentieux. Et surtout par leur alignement invraisemblable sur les positions de la Ligue communiste. A la fin de la fameuse conférence tenue par les deux groupes dans le 19^e arrondissement, des militantes de l'UTCL sont allées voir des copines de l'Alliance pour se réjouir que cette dernière ait refusé d'envisager une fusion, parce que les gars de l'UTCL étaient persuadés de nous « bouffer tout

« Depuis ces années-là, nous avons réussi néanmoins à faire des choses ensemble. En soutien à la lutte antifranquiste, par exemple, lorsque Puig-Antich a été garrotté ou que deux militants basques, Garmendia et Otaegui, ont été assassinés. »

12.

JE VOUDRAIS REVENIR SUR LA BROCHURE évoquée ci-dessus, « La CFDT et le syndicalisme révolutionnaire ». Son auteur fait plusieurs erreurs d'appréciation²³, à propos de la coordination nationale anarcho-syndicaliste.

Il n'a jamais été question d'y prévoir des représentations de structures syndicales CFDT, FO ou CGT, etc. en tant que telles. L'absence de « syndicats issus de la CFDT » à cette conférence n'était donc absolument pas dû au « caractère anarchiste trop marqué de la CNAS » puisque, de toute façon, les structures de la CFDT qui avaient une activité « SR » étaient animées par les militants de l'Alliance. La conférence de Sotteville n'avait pas cet objectif, tout simplement parce que cela serait revenu à désigner ces structures à la répression. L'auteur de la brochure aimerait se convaincre que si le courant « SR » n'avait pas été pollué par les anarchistes, les choses auraient mieux tourné. Il n'en est rien. Si les anarcho-syndicalistes regroupés dans l'Alliance n'avaient pas été là, l'auteur de la brochure n'aurait pas eu grand chose à dire sur les « SR » de la CFDT.

On n'aurait jamais parlé de l'UD de la Gironde, de l'UL du IX^e, de Lyon-Gare, des UD du 92 et du 94, de la BNP et que sais-je. Car les seules instances de la CFDT que mentionne l'auteur de la brochure sont celles où il y avait des militants de l'Alliance, ou des instances dans lesquelles des militants étaient proches de l'Alliance.

Il est également faux de dire que les « SR refusent toujours de se structurer comme tendance au sein des confédérations ». C'était *précisément* le rôle de l'Alliance. Il y a cependant un contresens sur notre opposition aux tendances. S'organiser pour diffuser nos

crus »... (Textuellement. Je n'ai appris cette dernière précision que par une confidence tardive, en février 2006).

²³ Dans le tome 3, page 91.

positions, faire de la propagande, pour regrouper les militants, etc., oui. C'est ce que nous faisons. Nous étions catégoriquement opposés à ce que la *structure* de l'organisation syndicale soit fondée sur la représentation des tendances, car c'était introduire dans le mouvement syndical les pratiques parlementaires (25 % de voix pour la tendance A, 32 % de voix pour la tendance B, etc.). Ce n'est pas du tout la même chose. Il y a, dans *Solidarité ouvrière* un article critique très explicite là-dessus, à propos des tendances dans la FEN.

Quand l'auteur de la brochure dit que « très peu de SR de la CFDT rejoindront la CNAS », de qui veut-il parler ? Cette affirmation n'a pas de sens. Nous n'avions pas l'impression, alors, qu'en dehors de nous il y eût beaucoup de « SR ». Dans la pratique, quand l'auteur de la brochure parle du syndicalisme révolutionnaire en général, il évoque un courant aux contours flous sans qu'on sache ce qu'il y a dedans, mais où ce serait quand même mieux s'il n'y avait pas trop d'anarchistes. Mais quand il parle du courant SR dans la CFDT en donnant des exemples concrets, il désigne à chaque fois l'Alliance.

Il est tout à fait exact de dire que l'Alliance apparaissait « autant comme une organisation spécifique, politique, que comme une structure syndicale ». Nous étions (un peu par la force des choses et indépendamment de notre volonté, en fait) devenus une sorte d'organisation politique, un peu spéciale cependant, qui développait dans le mouvement syndical l'idée que les travailleurs devaient prendre les choses en main, qu'il fallait développer l'activité interprofessionnelle contre les partis politiques et que tous les problèmes de la société devaient être pris en charge par l'organisation de classe, ce qui n'était pas tout à fait la même perspective que celle de la Ligue ou de LO.

Si certains militants de structures dissoutes ou expulsées de la CFDT ne nous ont pas rejoints, ce n'est pas parce que nous étions des libertaires, c'est parce qu'ils avaient eux-mêmes d'autres projets. Rappelons que les libertaires ne sont pas les seuls à avoir été exclus. Beaucoup de militants exclus de la CFDT, parmi lesquels nombre de libertaires, sont aujourd'hui à SUD. La question : pourquoi ces derniers ne sont-ils pas à la CNT(f) ? trouve sa réponse dans le comportement de celle-ci à l'époque.

Quant au « courant anarcho-syndicaliste de FO mené par Alexandre Hébert », nous avons coupé tout contact avec lui, pour plusieurs raisons : parce qu'il nous était apparu avec évidence que ce « courant anarcho-syndicaliste » était manipulé par les lambertistes (nous soupçonnions Hébert de faire partie du bureau politique de l'OCI), et que les militants de FO nous semblaient prendre un peu trop parti en faveur de leur direction confédérale. Les camarades de FO reprochaient aux copains de l'Alliance de militer dans la CFDT. Ils étaient absolument obsédés par le fait que la direction de cette confédération était aux mains de cléricaux. L'anticléricalisme des copains de FO finissait par devenir agaçant, non pas parce qu'il n'était pas justifié, mais parce qu'il était obsessionnel. Les camarades de la CFDT ne niaient pas que la direction de la confédération à laquelle ils avaient adhéré était influencée par la doctrine sociale de l'Eglise. Mais au niveau où ils militaient, ça n'avait pas grande importance. Dans les sections syndicales, les unions locales, les syndicats, les copains étaient parfaitement armés pour faire face à la moindre intrusion de cléralisme, et l'encyclique *Quadragesimo anno* du pape Pie IX n'avait pas cours. L'Alliance n'avait pas l'intention de prendre la direction de la CFDT.

13.

SUR LA QUESTION DE L'INTERPROFESSIONNEL, ou ce que nous appelons la « structure horizontale ».

Le développement du travail dans les structures horizontales – unions locales et unions départementales – a constitué une expérience extraordinaire car cela nous a confirmés que nos positions étaient les bonnes.

Nous défendions l'idée que le syndicat, ou toute structure du même type, organisant les travailleurs sur la base de leur rôle dans le processus de production (dans les structures d'entreprises) devaient également les organiser dans des structures géographiques, sur le lieu d'habitation.

Ces structures géographiques existaient, mais leur rôle était selon nous artificiellement réduit. Elles devaient non seulement coordonner l'activité revendicative des entreprises se trouvant dans la localité,

mais également prendre en charge toutes les questions qui concernent la vie des travailleurs. Les structures horizontales se voyaient donc chargées d'une véritable activité politique : on n'avait plus besoin des partis. Tout cela n'était en rien original, puisque c'est précisément ce qui définit l'anarcho-syndicalisme, mais les camarades avaient l'occasion d'expérimenter la chose sur le terrain.

Les UL se développaient, elles devenaient un réel pôle d'organisation des travailleurs sur une base géographique. Les militants qui étaient formellement membres de l'Alliance étaient peu nombreux par rapport à ceux que les pratiques qu'ils proposaient attiraient. Nous ne cherchions d'ailleurs pas à « recruter » à tout prix. Les militants qui finissaient par acquérir une certaine expérience finissaient naturellement par adhérer.

On coupait l'herbe sous les pieds de tous les groupes gauchistes qui se concurrençaient pour le titre de direction de rechange de la classe ouvrière. C'était pour eux inacceptable. La liquidation de cette expérience, qui n'a pas eu le temps de se développer suffisamment pour résister aux attaques, a été extrêmement brutale, et elle s'est faite avec la complicité active de ces groupes gauchistes et en particulier de la Ligue communiste. Il reste que l'expérience a été menée pendant plusieurs années à une échelle qui n'était pas négligeable, et que *ça marchait*. Les travailleurs étaient attirés par ce type d'activité et les structures qui la pratiquait se développaient. Cela donne la mesure du gâchis politique provoqué d'une part par la gauche et l'extrême gauche parlementaires, mais aussi par la carence d'une partie du mouvement anarchiste qui restait repliée sur elle-même.

Lorsque des militants de l'Alliance sont arrivés au syndicat des intérimaires, on en était au début de cette forme de travail en France. Les intérimaires n'avaient pas de droits, étaient mal perçus par les travailleurs en fixe dans les entreprises. Nous avons développé une habitude de travail systématique avec les unions locales : on contactait les UL, on rencontrait les responsables, on leur expliquait la situation et on proposait de faire des réunions-débats avec les élus et les militants de la CFDT. On proposait également que les UL nous mettent en contact avec les sections syndicales des boîtes où il y

avait beaucoup d'intérimaires. Ce système fonctionnait très bien. Cela nous permettait en outre de rencontrer plein de militants et de discuter. Le simple travail syndical « basique » nous a permis de faire en même temps un travail de propagande syndicaliste révolutionnaire et de rencontrer des militants qui faisaient déjà ce travail dans leur coin, et que nous ne connaissions pas. Je dois cependant préciser que les militants de l'Alliance étaient minoritaires : ce travail se faisait naturellement, sans parti-pris idéologique ou politique. Personne ne se disait : « Ah, mais, c'est qu'on fait de l'anarcho-syndicalisme, là ! »

14.

LE PASSAGE DE CERTAINS MILITANTS DE L'ALLIANCE À LA FÉDÉRATION ANARCHISTE. Lorsque l'Alliance s'est dissoute, un certain nombre de militants parisiens, dont moi-même mais un peu plus tard, décidèrent d'adhérer à la FA. A travers Julien Toublet (le père de Jacky) et quelques autres vieux militants nous avons une filiation avec l'ancienne CGT-SR. Mentionnons, parmi les anciens, Georges Yvernel, qui avait milité au Cercles syndicalistes lutte des classes, Antonio Barranco, de la CNT des cheminots de Valence, et d'autres.

Beaucoup de ces vieux militants étaient également liés à la Révolution prolétarienne, dont l'Alliance a utilisé les locaux quelque temps, rue Jean-Robert.

La RP était devenue une sorte de réunion d'anciens combattants, très sympathique par ailleurs, mais nous ne voulions pas nous transformer en cénacle ressassant le passé. Je crois que le groupe Pierre-Besnard, constitué d'anciens de l'Alliance et d'anciens de la CNT(f), s'est créé en 1980 ou 81.

J'ai moi-même adhéré au groupe Besnard, mais plus tardivement, en 1984. La fin de l'Alliance m'avait beaucoup marqué et je suis resté en retrait pendant un bon moment. J'étais un ce ceux qui avaient démarré cette expérience, dont on peut sans doute difficilement mesurer à quel point elle a été extraordinaire. L'ironie de l'histoire veut que j'ai fini par céder à l'insistance d'un camarade de l'Alliance, Thierry Porré, qui avait adhéré au groupe Besnard,

mais qui n'avait jamais coupé les liens avec la Fédération anarchiste...

* * * * *

J'AI DIT QUE LORS DE LA CONSTITUTION DE L'ALLIANCE notre texte de référence était la Charte d'Amiens, nous en sommes progressivement venus à la remettre en cause et à nous référer à une autre charte, celle de Lyon. Je voudrais développer ce point.

La relégation de la charte d'Amiens au magasin des antiquités fut le résultat d'un constat tout simple : il n'y avait en 1906 qu'une seule organisation syndicale et prévalait alors de mythe de l'unité du mouvement ouvrier. La classe ouvrière devait être *une* face au patronat. C'était quelque chose qui ne pouvait même pas être discuté.

En 1970, il y avait multiplicité de confédérations : la CGT contrôlée par les communistes, la CFDT contrôlée par les cléricaux, FO contrôlée par Dieu sait quoi (on me pardonnera j'espère cette audace de langage), etc.

L'unité du mouvement ouvrier n'avait plus de sens. Et brandir la charte d'Amiens sous le nez des directions de toutes ces confédérations en réclamant l'indépendance syndicale n'avait plus de sens.

Il fallait trouver autre chose. Le mouvement ouvrier était colonisé par des partis qui l'utilisaient comme masse de manœuvre dans leurs stratégies politiques. Leur demander l'application des principes d'Amiens revenait à demander à un crocodile de devenir végétarien.

Mais, objectera-t-on, il ne s'agissait pas de demander, il s'agissait d'exiger, et de militer pour amener les travailleurs à ce point de vue.

C'est là qu'intervient le second constat que nous avons fait.

Le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme, dans l'acception française du terme, avaient fait faillite au moment de la révolution russe. Celle-ci avait introduit dans le mouvement ouvrier en France des pratiques nouvelles auxquelles nos camarades

n'avaient pas su s'adapter et qu'ils n'avaient pas su contrer. En somme, ils n'ont pas su opposer une alternative viable²⁴. Il n'était plus possible de revenir en arrière. S'obstiner à se référer à la charte d'Amiens revenait à soupirer après un ordre plus ou moins idyllique mais complètement dépassé.

AVANT-GARDE ET MINORITÉ AGISSANTE. Dans la tradition du syndicalisme français, le culte de l'unité jouait un rôle considérable, bien que des tendances fort différentes pouvaient se heurter lors des congrès. Au-delà des options multiples qui pouvaient se manifester, l'opposition principale se trouvait entre ceux qui entendaient faire participer la classe ouvrière à l'action parlementaire et ceux qui s'y opposaient. La charte d'Amiens, en 1906, est un texte de compromis de différentes tendances unies contre le guesdisme, dans lequel chacun peut s'y retrouver, mais la notion de neutralité syndicale qui s'en dégage peut être interprétée comme une affirmation de non-intervention sur le terrain politique, ce qui convient aux partisans de l'action parlementaire, alors que pour les syndicalistes révolutionnaires et les anarcho-syndicalistes cela signifiait que le syndicalisme, sans exclure l'action politique (la politique ne se limitant pas aux élections...), ne s'engageait pas en faveur de l'action parlementaire. Pour Pouget, la CGT est « neutre du point de vue politique », mais cette neutralité affirmée « n'implique point l'abdication ou l'indifférence en face des problèmes d'ordre général, d'ordre social (...) La Confédération n'abdique devant aucun problème social non plus que politique (en donnant à ce mot son sens large). » (*La CGT.*)

Dans une organisation ayant plusieurs centaines de milliers d'adhérents, et dans laquelle se heurtaient en permanence un courant favorable à l'action parlementaire et un courant opposé, sur quoi

²⁴ Evoquant le conflit entre syndicalistes révolutionnaires et communistes au sein de la CGT-U, Pierre Besnard écrit : « Malgré les efforts inouïs des syndicalistes, dont l'homogénéité ne fut pas la vertu dominante, les communistes triomphèrent définitivement. (...) Si les groupements syndicalistes révolutionnaires avaient été plus actifs, s'ils avaient su où ils allaient, il peut se faire, que l'écrasement eût été moins brutal et qu'une réaction devînt possible. Ce ne fut pas le cas. »

pouvait se fonder l'« unité » ? Dans le meilleur des cas, en fonction des fluctuations de la démocratie syndicale, la direction de l'organisation pouvait avoir mandat de développer l'une des stratégies ou l'autre. Ça n'avait pas de sens.

Il était difficile d'empêcher les partisans de la stratégie électorale et ceux qui cherchaient avant tout l'entente avec les pouvoirs publics et le patronat de développer leurs thèses et leurs pratiques. Pour conserver une cohérence pratique et théorique, la scission était inévitable.

Pierre Besnard dit explicitement que l'abandon de fait de la lutte des classes dans la CGT a littéralement créé une tendance qui ne pouvait plus grouper les « travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du patronat et du salariat. Une partie d'entre eux était exclue idéologiquement, moralement ». C'est là, dit-il, la cause de la scission de 1921 qui donna naissance à la CGTU. Cette dernière ne devait pas se montrer différente : le rôle révolutionnaire du syndicalisme, son indépendance, son autonomie fonctionnelle et sa capacité d'action devaient être niés par le Parti communiste qui voulaient en faire une courroie de transmission. Dès lors, une seconde scission, « déjà en germe lors de la première, se produisit ». Ce sera la constitution, en 1926, de la CGT – syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR).

Réapparaît ainsi la même problématique que celle qui avait divisé l'AIT : l'opposition entre ceux qui préconisaient la stratégie de conquête du pouvoir politique et ceux qui voulaient la conquête du pouvoir social. La révolution russe allait modifier largement les données du problème. De nombreux syndicalistes révolutionnaires allaient la soutenir, mais ce soutien ne peut s'expliquer que par le contexte. Le caractère particulier pris par la révolution à ses débuts, ainsi que l'éloignement, firent que beaucoup de militants étaient convaincus que les bolcheviks étaient des bakouniniens²⁵. Une certaine confusion régna quelque temps, puisque peu après l'arresta-

²⁵ Ce fait m'a été révélé par des militants qui ont vécu cette période, notamment Gaston Leval.

tion de Monatte, le 3 mai 1920, pour complot contre la sûreté de l'Etat, la police arrêta des dirigeants d'une « Fédération des soviets » et d'un « Parti communiste », tous deux de tendance... anarchiste ! Nombre de bolcheviks eux-mêmes, après que Lénine eût imposé aux bolcheviks les thèses d'avril, qui allaient totalement à l'encontre des positions traditionnelles du parti, crurent que leur chef était devenu bakouninien. Ainsi, Goldberg, un vieil ami de Lénine, s'écria-t-il : « La place laissée vacante par le grand anarchiste Bakounine est de nouveau occupée. Ce que nous venons d'entendre constitue la négation formelle de la doctrine social-démocrate et de toute la théorie du marxisme scientifique. C'est l'apologie la plus évidente qu'on puisse faire de l'anarchisme²⁶. » De fait, les bolcheviks n'ont pu prendre le pouvoir que parce qu'ils avaient abandonné leurs mots d'ordre habituels et adopté le mot d'ordre éminemment anarchiste de « Tout le pouvoir aux Soviets ! »

Des syndicalistes révolutionnaires et des anarcho-syndicalistes contribueront à la formation du parti communiste en France. Certains d'entre eux le quitteront assez rapidement²⁷. Monatte, Rosmer et Delagarde seront exclus en décembre 1924. Il faut garder à l'esprit un fait qui a été peu souligné : pour beaucoup, la révolution russe était le prélude à l'extension de la révolution en Europe. Dans cette perspective, soutenir la révolution russe, quel qu'en fût le caractère, était vital. « La révolution cessera bientôt d'être russe pour devenir européenne », écrit Monatte à Trotsky le 13 mars 1920. Tom Mann, un syndicaliste révolutionnaire britannique (et fondateur en 1921 du parti communiste britannique), dira les choses clairement : « Bolchevisme, spartakisme, syndicalisme révolutionnaire, tout cela signifie la même chose sous des noms différents. » Nombre de militants syndicalistes révolutionnaires ne virent pas de différence

²⁶ David Shub, *Lénine*, Idées-Gallimard, p. 173.

²⁷ Il y avait quelque chose de profondément pathétique dans les débats entre vieux militants syndicalistes révolutionnaires qui avaient, dans leur jeunesse, rejoint éphémèrement le parti communiste. Une sorte de hiérarchie s'était formée entre ceux qui l'avaient quitté (ou en avaient été exclus) le plus tôt (c'est-à-dire ceux qui avaient « compris » le plus vite...) et ceux qui avaient tardé à partir ou qui en avaient été exclus, comme Monatte, Rosmer, Delagarde, en décembre 1924. D'après débats les divisaient sur la date la plus appropriée de départ.)

entre les soviets et les Bourses du travail, qui de fait remplissaient le même office : rassembler les travailleurs, et par extension la population laborieuse d'une localité sur des basses interprofessionnelles.

Il y avait, outre l'anti-parlementarisme²⁸, nombre de similitudes entre les positions du syndicalisme révolutionnaire et celles des bolcheviks, qui expliquent l'adhésion de certains militants au communisme. Ces similitudes seront surtout soulignées par les bolcheviks eux-mêmes, soucieux d'attirer à eux les militants ouvriers les plus actifs. Charbit, Hasfeld, Martinet, Monatte, Monmousseau, Rosmer, Sémard et d'autres en firent partie. Dire, avec Brupbacher, que le syndicalisme révolutionnaire accomplit son suicide est exagéré. Si ces militants ont manqué de discernement, c'est là une chose qu'on peut difficilement leur reprocher. Il reste que ce manque de discernement n'était pas une fatalité : Gaston Leval se rend à Moscou en 1921 comme délégué adjoint de la CNT espagnole pour prendre part au congrès constitutif de l'Internationale des syndicats rouges. Ce qu'il voit en Russie – il est vrai qu'il ne s'est pas contenté de suivre les parcours fléchés officiels – le persuade que la révolution se dévoie vers une dictature de parti²⁹. Le rapport qu'il fera au congrès de Saragosse en 1922 persuadera la CNT de ne pas adhérer à l'Internationale syndicale rouge, ce qui évitera à celle-ci le processus de « bolchevisation » subi par d'autres centrales syndicales européennes. En 1922 se constituera, en concurrence de l'Internationale syndicale rouge, l'AIT seconde manière.

On peut dire que c'est l'accélération de l'histoire qui a imposé aux différents courants présents dans le mouvement ouvrier de se démarquer clairement. Si on peut regretter que l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire n'aient pas conservé leur position dominante en France, sur le plan international la situation était très encourageante : l'AIT (seconde manière) avait des

²⁸ Lénine se plaignait que la lutte antiparlementaire avait été abandonnée aux anarchistes.

²⁹ Il rencontre Rosmer, Victor Serge, Marcel Body, Voline (qu'il fait libérer de prison dans des circonstances rocambolesques) Alexandre Schapiro, Emma Goldman, Alexandre Berckmann, mais aussi, du côté bolchevik, Chliapnikoff, Alexandra Kollontäï, Lénine, Trotsky, Boukharine.

sections dans 24 pays et regroupait plusieurs millions de travailleurs³⁰.

Le rapprochement entre le concept de minorité agissante et celui d'avant-garde a été largement fait par les léninistes soucieux de rapprocher les deux mouvements. Rappelons quelques idées développées par Pouget sur la question des minorités agissantes.

Pour contrebalancer la force de la classe possédante il faut une autre force : « cette force, il appartient aux travailleurs conscients de la matérialiser ; (...) cette nécessaire besogne de cohésion révolutionnaire se réalise au sein de l'organisation syndicale : là, se constitue et se développe une minorité grandissante qui vise à acquérir assez de puissance pour contrebalancer d'abord et annihiler ensuite les forces d'exploitation et d'oppression. » (Pouget, *L'Action directe*)

Ceux qui restent en dehors de l'organisation syndicale, qui refusent de lutter sont des « zéros humains », des « êtres inertes dont les forces latentes n'entrent en branle que sous le choc que leur imposent les énergiques et les audacieux ». (Les Bases du syndicalisme.) On constate une absence totale de complaisance à l'égard des travailleurs non-organisés : « Les majorités sont moutonnières et inconscientes. Elles acceptent les faits établis et subissent les pires avanies. S'il leur arrive d'avoir quelques instants de lucidité, c'est sous l'impulsion des minorités révolutionnaires et encore il n'est pas rare qu'après avoir fait un pas en avant, elles laissent passivement renaître le vieux régime et les institutions renversées. » (*Grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire.*)

« Tout le problème révolutionnaire consiste en ceci : constituer une minorité assez forte pour culbuter la minorité dirigeante »

³⁰ La constitution de l'AIT seconde manière est décidée lors d'une conférence tenue à Berlin en juin 1922. Une dizaine de délégations étaient présentes dont la CNT (Espagne) ; la FORA (Argentine) ; la CGT (Portugal) ; l'USI (Italie) ; la SAC (Suède) ; la FAUD (Allemagne) ; Le Comité de défense du syndicalisme qui deviendra la CGT-U puis, CGT-SR (France), le Mexique, le Chili, la Tchécoslovaquie, la Norvège.

(...) « Qui donc fait la propagande, qui donc dresse les programmes de revendications ? Des minorités ! Rien que des minorités ! » (*Père peinard*, 12/01/1890)

Mais ces minorités devront être les plus nombreuses possible, « car si nous sommes convaincus que la révolution sera l'œuvre d'une minorité, encore sommes-nous désireux que cette minorité soit la plus nombreuse possible, afin que soient plus grandes les chances de succès. »

Il est clair que, aux yeux des syndicalistes révolutionnaires, des différences de niveau de conscience existent dans la classe ouvrière. Les militants ne s'attendent pas à ce que tous adhèrent à l'idée de révolution prolétarienne, mais ils pensent que la minorité agissante peut créer, lorsque le moment est venu, un phénomène d'entraînement et amener la grande masse du prolétariat à bouger. Bakounine pensait que « dans les moments de grande crises politiques ou économiques (...), dix, vingt ou trente hommes bien entendus et bien organisés entre eux, et qui savent où ils vont et ce qu'ils veulent, en entraîneront facilement cent, deux cents, trois cents ou même davantage ». Mais, précise-t-il, « pour que la dixième partie du prolétariat (...) puisse entraîner les neuf autres dixièmes », il faut que chaque membre soit organisé, conscient du but à atteindre, qu'il connaisse les principes de l'Internationale et les moyens de les réaliser. Il n'est pas question, là, de spontanéité... « Ce n'est qu'à cette condition que dans les temps de paix et de calme il pourra remplir efficacement la mission de propagandiste (...), et dans les temps de lutte celle d'un chef révolutionnaire. » (« Protestation de l'Alliance ».) Le rôle de la minorité agissante avait parfaitement été défini par Bakounine.

L'existence d'une minorité active, capable de catalyser l'action des masses, dépendait cependant, dans la CGT du début du siècle, d'un certain nombre de conditions institutionnelles à propos desquelles réformistes et révolutionnaires s'opposèrent. Il s'agit du problème très concret et significatif de la représentation proportionnelle. Les anarcho-syndicalistes sont favorables à l'égalité des voix par syndicat, quel que soit leur nombre. L'application du

principe de la représentation proportionnelle, qui établit l'hégémonie de quelques gros syndicats, condamne en fait la minorité révolutionnaire.

« L'approbation de la représentation proportionnelle eût impliqué la négation de toute l'œuvre syndicale qui est la résultante de l'action révolutionnaire des minorités. Or, si l'on admet que la majorité fasse foi, à quel point s'arrêtera-t-on ? Sur cette pente savonneuse on risque d'être entraîné loin. Ne se peut-il que, sous prétexte de proportionnalité, une majorité d'inconscients dénie le droit de grève à une minorité de militants conscients ? Et en vertu de quel critérium s'opposera-t-on à cette masse seule si, soi-même, on a énérvé³¹ l'action efficace des minorités en les étouffant sous la proportionnalité ? » (Déclaration de Pouget au congrès de Montpellier, septembre 1902.)

Le principe démocratique n'est ainsi pas du tout revendiqué. Là encore, il s'agit de l'introduction, dans les pratiques syndicales, d'un élément original de droit. Le principe démocratique implique que chaque individu représente une voix, et que la majorité des voix emporte la décision, c'est-à-dire que 50,5 % peuvent avoir raison sur 49,5 %. Le rejet de ce principe démocratique vient pour une part du mouvement anarchiste, pour lequel les décisions doivent être prises avec un consensus le plus large possible. Mais il y a autre chose. Il s'agit d'une conception différente de la légitimité. L'unité de base n'est pas l'individu mais l'individu organisé. Son organisation est le syndicat. C'est celui-ci qui est l'unité de base. A l'intérieur du syndicat, un adhérent en vaut un autre. C'est une logique difficile à comprendre car elle tranche singulièrement avec nos conditionnements à la démocratie formelle.

L'idée démocratique est donc étrangère au syndicalisme. D'ailleurs, seule une minorité de travailleurs est syndiquée, aussi « le non-vouloir de la majorité inconsciente et non syndiquée paralyserait

³¹ « Énérvé » signifiait alors littéralement « ôter les nerfs », c'est-à-dire rendre apathique.

toute action ». La minorité doit donc « agir sans tenir compte de la masse réfractaire ». D'ailleurs, fait remarquer Pouget, la majorité est mal venue de récriminer, puisque « l'ensemble des travailleurs, intéressés à l'action, quoique n'y participant en rien, est appelé à bénéficier des résultats acquis »... Aussi, n'est-il « pas tenu compte de la masse qui refuse de vouloir et seuls les conscients sont appelés à décider et à agir » (*Le Mouvement socialiste*, janvier 1907).

« Au creuset de la lutte économique se réalise la fusion des éléments politiques et il s'obtient une unité vivante qui érige le syndicalisme en puissance de coordination révolutionnaire. » (*Le Mouvement socialiste*, janvier 1907.)

On comprend dès lors que les léninistes aient tenté de rallier à leur cause les syndicalistes révolutionnaires, bien que pour les premiers l'avant-garde était constituée de révolutionnaires professionnels, la plupart du temps non ouvriers, alors que pour les seconds la minorité agissante baignait dans la classe ouvrière dont elle faisait partie.

Trotsky ne s'y est pas trompé. Il avait compris que le contrôle du mouvement syndical était une étape décisive pour avoir une influence sur le mouvement ouvrier. Si le syndicalisme révolutionnaire avait raison de lutter pour l'autonomie syndicale face au gouvernement bourgeois et aux socialistes parlementaires, il ne « fétichisait pas l'autonomie des organisations de masse. Au contraire, il comprenait et préconisait le rôle dirigeant de la minorité révolutionnaire dans les organisations de masse, qui réfléchissent en leur sein toute la classe ouvrière, avec toutes ses contradictions, son caractère arriéré, et ses faiblesses. » En somme, l'autonomie n'a plus lieu d'être maintenant qu'il y a un vrai parti révolutionnaire. Et Trotski ajoute :

« La théorie de la minorité active était, par essence, une théorie incomplète du parti prolétarien. Dans toute sa pratique, le syndicalisme révolutionnaire était un embryon de parti révolutionnaire ; de même, dans sa lutte contre l'opportunisme, le

syndicalisme révolutionnaire fut une remarquable esquisse du communisme révolutionnaire.

« Les faiblesses de l'anarcho-syndicalisme, même dans sa période classique, étaient l'absence d'un fondement théorique correct, et comme résultat, une incompréhension de la nature de l'Etat et de son rôle dans la lutte de classe. Faiblesse aussi, cette conception incomplète, insuffisamment développée, et par conséquent fautive, de la minorité révolutionnaire, c'est-à-dire du parti. D'où les fautes de tactique, comme la fétichisation de la grève générale, l'ignorance de la relation nécessaire entre le soulèvement et la prise du pouvoir.

« Après la guerre, le syndicalisme français trouva dans le communisme à la fois sa réfutation, son dépassement et son achèvement ; tenter de faire revivre aujourd'hui le syndicalisme révolutionnaire serait tourner le dos à l'histoire. Pour le mouvement ouvrier, une telle tentative ne pourrait avoir qu'un sens réactionnaire. »

L'idée que les syndicats se suffisent à eux-mêmes signifie « la dissolution de l'avant-garde révolutionnaire dans la masse arriérée que sont les syndicats »³². La position que développe Trotsky dans un texte de 1929 reflète parfaitement le point de vue du bolchevisme dès la révolution russe, bien que se surajoute alors l'influence stalinienne dans le mouvement ouvrier. A ce titre, Trotsky est bien l'héritier de Lénine.

Les critiques formulées contre le syndicalisme révolutionnaire avaient déjà suscité des réactions, mais pas dans le sens souhaité par Trotsky. Après l'assassinat de syndicalistes par des communistes, à la Maison des syndicats à Paris, le 11 janvier 1924, des anarcho-syndicalistes et des syndicalistes révolutionnaires s'engagèrent dans la formation d'une nouvelle centrale syndicale, la CGT-SR. Les unions départementales de la Somme, de la Gironde, de l'Yonne, du Rhône, la fédération du bâtiment, se groupèrent dans une Union fédérative des syndicats autonomes de France, puis se confédérèrent les 1^{er} et 2 novembre 1926 à Lyon.

³² Léon Trotsky, « Communisme et syndicalisme », 1929.

La nouvelle organisation conteste l'idée de neutralité syndicale telle qu'elle est affirmée dans la charte d'Amiens, notamment le paragraphe où « le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. »

Les documents de constitution de la CGT-SR offrent une véritable réflexion sur le contexte de l'époque, notamment sur la crise mondiale qui se prépare, sur la montée du fascisme, et formulent un véritable programme politique.

Une tactique révolutionnaire est esquissée concernant les rapports avec les autres forces révolutionnaires, à la fois dans l'action revendicative quotidienne et en cas de révolution. Un programme revendicatif est proposé, qui s'inscrit à la fois dans le cadre de revendications quotidiennes tout en présentant un caractère de préparation à la transformation sociale. On retrouvera, curieusement, les principaux thèmes, réadaptés évidemment, de ce programme revendicatif dans... le programme de transition de Trotsky, dix ans plus tard !

Sur cette période, A. Schapiro écrivit en 1937 :

« La grande guerre balaya la charte du neutralisme syndical. Et la scission au sein de la Première Internationale entre Marx et Bakounine eut un écho – à la distance de presque un demi-siècle – dans la scission historiquement inévitable au sein du mouvement ouvrier international d'après-guerre. Contre la politique de l'asservissement du mouvement ouvrier aux exigences de partis politiques dénommés "ouvriers", un nouveau mouvement, basé sur l'action directe des masses en dehors et contre tous les partis politiques, surgissait des cendres encore fumantes de la guerre 1917-1918. L'anarchosyndicalisme réalisait la seule conjonction de forces et d'éléments capables de garantir à la classe ouvrière et paysanne sa complète indépendance et son droit inéluctable à l'initiative révolutionnaire dans toutes les

manifestations d'une lutte sans merci contre le capitalisme et contre l'Etat, et d'une réédification, sur les ruines des régimes déchus, d'une vie sociale libertaire. »

La constitution de la CGT-SR n'aboutit évidemment pas à une percée spectaculaire dans la lutte des classes de l'époque. Ce fut une petite organisation constituée trop tardivement alors que le mythe de la révolution russe commençait à se constituer. On ne peut guère reprocher à quelques militants lucides de ne pas avoir réussi à persuader les masses à nager contre le courant. Il faut aussi garder à l'esprit que nous entrons à cette époque dans la période de montée du fascisme : en 1926 il est au pouvoir en Italie et au Portugal, il le sera quelques années plus tard en Allemagne. Dans ces trois pays existaient des mouvements anarcho-syndicalistes importants qui seront balayés, avec le reste du mouvement ouvrier.

QUELQUES LEÇONS DU PASSÉ

Les thèmes anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires ont la vie dure. Dès 1921, Trotsky doit prévenir qu'il faut « condamner sévèrement la conduite de certains communistes qui non seulement ne luttent pas dans les syndicats pour l'influence du Parti, mais s'opposent à une action dans ce sens au nom d'une fausse interprétation de l'autonomie syndicale ». A la même époque, confrontés aux graves problèmes de la réorganisation économique auxquels ils n'avaient pas du tout songé, les dirigeants bolcheviks se voient proposer par Chliapnikov et Kollontaï, qui avaient constitué une tendance, l'Opposition ouvrière, de confier la gestion de l'économie à un congrès des producteurs de Russie, groupés en syndicats de production qui éliraient un organisme central dirigeant l'ensemble de l'économie nationale de la République. Cette idée sera condamnée comme « déviation anarchiste et syndicaliste ». L'Opposition ouvrière sera muselée, en 1921, au X^e congrès du parti, et Trotsky dira d'elle : « Ils ont mis en avant des mots d'ordre dangereux... ils ont placé le droit des ouvriers à élire leurs représentants au-dessus du parti. Comme si le parti n'avait pas le droit d'affirmer sa dictature, même si cette dictature était en conflit avec les humeurs changeantes de la démocratie ouvrière... »

Dans les années trente, la direction du Parti communiste français sera constamment obligée de réprimander les militants d'usine qui n'appliquent pas strictement la discipline de parti et qui entendent s'autonomiser par rapport à lui. En plein Programme commun de la gauche, Edmond Maire déclare : « Il y a eu deux grands courants socialistes, celui qui est jacobin, centralisateur, autoritaire, s'est établi dans les pays de l'Est. L'autre, le socialisme libertaire anarcho-syndicaliste, autogestionnaire, c'est celui que nous représentons. » (*Le Monde*, 19 octobre 1972.)

Ainsi l'anarcho-syndicalisme sert de repoussoir quand on veut resserrer le contrôle sur l'organisation, mais il sert de référence lorsqu'on veut réaffirmer une continuité avec le mouvement ouvrier français. Il va sans dire qu'Edmond Maire ne pensait pas un mot de ce qu'il disait. En effet, à l'époque où il faisait cette déclaration, commençait un processus de « nettoyage » à l'intérieur des instances syndicales dans lesquelles les anarcho-syndicalistes avaient réussi à développer avec succès leurs vues auprès des syndiqués. Les années qui ont suivi 1968 ont vu un extraordinaire développement du mouvement syndical en France, dû en grande partie à l'extension des structures interprofessionnelles. Ce phénomène a permis un élargissement considérable du champ d'intervention de l'organisation syndicale, puisque dans les unions locales et départementales pouvaient être pris en charge des problèmes qui débordaient largement de l'entreprise. Cela a permis aussi une coordination décentralisée de l'action, un accroissement des débats dans les instances de base et les structures intermédiaires. Ce processus était clairement perçu par les appareils syndicaux, mais aussi par les partis de gauche et d'extrême gauche, comme un danger. En effet, le développement du débat politique et du travail d'organisation (car nous recrutons...) dans des structures de classe qui n'étaient pas cantonnées à l'entreprise et qui développaient des thèmes de réflexion débordant de loin les simples revendications économiques, constituait une remise en cause du rôle des avant-gardes autoproclamées. Aussi, l'une des tâches que se sont fixé les directions syndicales par la suite, avec la complicité des trotskistes, a été de laminer ce mouvement par la dissolution de sections

syndicales, de syndicats, d'unions locales et départementales, par l'exclusion de militants.

Le débat reste ouvert sur la question du mode d'intervention des anarcho-syndicalistes aujourd'hui. Cinquante ans après la création de la CGT-SR, les circonstances imposent que le mouvement ait une apparition propre, au grand jour, comme alternative au syndicalisme réformiste, intégré à l'Etat, dominé par des partis politiques.

L'expérience historique de la social-démocratie et du léninisme a disqualifié ces deux mouvements dans leurs tentatives de proposer une alternative au capitalisme.

Existe-t-il, aujourd'hui, une possibilité pour l'anarcho-syndicalisme de se développer ? La première remarque qu'on puisse faire est : cela dépend des anarcho-syndicalistes eux-mêmes. Il est certain que la réapparition significative de ce mouvement sur le terrain de la lutte des classes ne pourra pas se faire en reprenant mécaniquement les problèmes tels qu'ils se posaient il y a cinquante ans, ni en copiant les méthodes et les formes organisationnelles d'alors. Surtout, il faut se garder de toute attitude apologétique visant à justifier tout sous prétexte de présenter une image idyllique du mouvement.

Le syndicalisme révolutionnaire, qui a dominé dans le mouvement ouvrier français entre 1895 et 1914, est apparu comme une réaction à la montée du marxisme réformiste dans sa version guesdiste, mais aussi comme une réaction à l'anarchisme, dominé alors par les partisans de la « reprise individuelle » dont Gaston Leval disait qu'ils s'attaquaient plus volontiers aux petites vieilles dans les chambres de bonne qu'aux gros détenteurs de capitaux, mieux protégés.

Il n'existe pas à proprement parler de doctrine du syndicalisme révolutionnaire, avant son explicitation par la CGT-SR. La théorie, pour les militants, reste accessoire. Le théoricien le plus connu du syndicalisme révolutionnaire, Georges Sorel, fut parfaitement méconnu des militants. D'ailleurs, il théorisait le syndicalisme révolutionnaire au nom du marxisme : de son point de vue, le syndicalisme révolutionnaire était une révision du socialisme officiel et un retour au vrai marxisme. « Il n'y a pas, dit-il, de meilleure preuve à

donner pour démontrer le génie de Marx, que la remarquable concordance qui se trouve exister entre les vues et la doctrine que le syndicalisme révolutionnaire construit aujourd'hui, lentement, avec peine, en se tenant toujours sur le terrain de la pratique des grèves. » Après la « Lettre aux anarchistes » de Fernand Pelloutier, beaucoup de militants suivront l'appel, mais cela constitua un ensemble disparate. Certains évoluèrent vers le « syndicalisme pur », d'autres demeureront des anarchistes agissant dans les syndicats. La plupart des militants syndicalistes révolutionnaires étaient des syndiqués anarchistes, des syndiqués socialistes. Le terme même de syndicalisme révolutionnaire recouvre des réalités différentes. Il y a des syndicalismes révolutionnaires, mais pas vraiment une doctrine, en dehors de la notion d'indépendance syndicale.

Mais la notion d'indépendance syndicale a un aspect défensif, elle implique en outre que les protagonistes « jouent le jeu ». Lorsqu'un parti structuré et discipliné décide de ne pas jouer le jeu, l'indépendance disparaît inévitablement. C'est ainsi que le parti communiste a pu « pénétrer dans la CGT comme une pointe d'acier dans une motte de beurre » selon les termes mêmes d'un de ses dirigeants. La notion d'indépendance, lorsqu'elle n'est pas appuyée sur une *doctrine* indépendante, sur une organisation cohérente qui se substituent aux doctrines et organisations extérieures, n'est qu'un vœu pieux. Les syndicalistes révolutionnaires et les anarcho-syndicalistes français furent incapables de faire face à la pénétration des fractions bolcheviks dans les syndicats.

Autant que de la Grande Guerre et de l'attrait pour la révolution russe, c'est de son incapacité doctrinale et organique que le syndicalisme révolutionnaire français mourra.

En disant, cela, ne donnons-nous pas raison aux critiques léniniennes du syndicalisme révolutionnaire ? Dans une large mesure, oui. Trotsky avait parfaitement raison de dire que la théorie de la minorité agissante était une théorie « incomplète » et que le syndicalisme révolutionnaire était quelque chose d'« embryonnaire ». Pourtant la solution ne résidait pas dans l'alignement sur les positions léniniennes mais dans l'affirmation mieux exprimée de l'identité du syndicalisme révolutionnaire, qui aurait dû assumer jusqu'au bout sa fonction de minorité révolution-

naire en s'organisant en tant que telle dans la CGT pour combattre la pénétration extérieure. Pour contrer la fraction communiste dans la CGT, il aurait fallu constituer une contre-fraction syndicaliste révolutionnaire. La riposte aux agissements d'une fraction est le dévoilement de ses projets, mais cela n'est malheureusement possible que par la constitution d'une contre-fraction.

Malheureusement, de telles pratiques étaient culturellement inconcevables pour nos camarades d'alors.

Si les syndicalistes révolutionnaires, dans l'ancienne CGT, s'étaient organisés en tant que tels au lieu d'être éparpillés, la confédération n'aurait peut-être pas été « bolchevisée » et ses meilleurs militants n'auraient pas fondé le parti communiste. Lorsque le syndicalisme révolutionnaire se constitue définitivement avec la CGT-SR, le terme « syndicalisme révolutionnaire » n'a plus le même contenu que vingt ans plus tôt. Il s'agit en fait d'anarcho-syndicalisme, bien que Pierre Besnard se soit toujours déclaré syndicaliste révolutionnaire. On a abandonné le mythe de l'unité de la classe ouvrière dans une seule organisation. Implicitement, on a assimilé l'idée (que personne n'ose formuler) que plus l'organisation est grande moins son mode d'action et son programme sont radicaux. Le mouvement se résigne à être une minorité révolutionnaire organisée dont la fonction n'est plus de regrouper l'ensemble de la classe ouvrière, mais d'impulser des actions susceptibles d'entraîner les masses (l'objectif étant tout de même d'être le plus nombreux possible), et d'élaborer un programme de réorganisation de la société. En ce sens, le syndicalisme révolutionnaire français rejoint dans une large mesure les pratiques léniniennes, à cette différence près – notable tout de même... – que son champ d'intervention, le syndicalisme, se situe sur le terrain de classe, et non sur le terrain inter-classiste et partidaire.

La CGT-SR marque la naissance véritable de l'anarcho-syndicalisme en tant que doctrine indépendante et affirmative d'elle-même. La création de la CGT-SR était en France une réponse adéquate, mais tardive, à une situation que les militants n'avaient pas pu prévoir, c'est-à-dire l'irruption, sur le terrain de la lutte sociale et politique, au sein du mouvement ouvrier et de ses organisations, de

méthodes inconnues et efficaces d'infiltration, de noyautage et de prise de contrôle. Le fait que ces méthodes aient pu être mises en œuvre aussi efficacement conduit évidemment à poser la question : les dirigeants syndicalistes révolutionnaires étaient-ils à la hauteur, et n'aurait-on pas eu là, d'une certaine façon, la manifestation d'une crise de la direction du mouvement ouvrier ? C'est oublier l'impact extraordinaire de la révolution russe derrière laquelle se retranchaient les partisans de la bolchevisation du mouvement syndical, impact sans lequel ces méthodes auraient été inefficaces. La bolchevisation du mouvement syndical n'a été possible qu'avec la collaboration active, du moins au début, des militants syndicalistes révolutionnaires comme Monatte, qui ont joué le rôle de véritable cheval de Troie dans le mouvement ouvrier.

L'anarcho-syndicalisme n'est pas un mouvement sans doctrine. Il constitue dans une large mesure un retour aux principes bakouniniens. Force importante entre les deux guerres, sa disparition de la scène internationale n'est pas tant due à son incapacité à s'adapter à l'évolution de la société capitaliste qu'à son extermination physique par le fascisme et le stalinisme.

* * * * *

EN CONCLUSION, doit-on dresser un bilan d'échec de l'Alliance ? Bien sûr que non. La dissolution de notre groupe a été un coup dur sur le moment, parce que c'était la fin d'un rêve, c'était un projet qui s'évanouissait. Dix ans d'hyperactivité, de combats, de fraternité, de convivialité et, il faut le dire, de franche rigolade, parce qu'on s'est aussi bien marrés. Le bilan d'un groupe comme le nôtre ne se fait pas seulement sur ses résultats politiques mais aussi sur la façon dont il vivait son militantisme ³³.

³³ Un jour, un couple de militants de Longwy nous contacte et nous propose de venir à intervalles réguliers pour leur expliquer ce qu'est l'Alliance. Pendant plusieurs mois, nous avons fait le voyage, un copain et moi, avec ma vieille R4. On arrivait le samedi en fin de matinée, on prenait l'apéro, on discutait le coup ; le soir on passait à table et on repartait le lendemain après-midi. Très rapidement le voyage « politique » s'est transformé en visite chez des amis de province. Un jour, le gars

Peut-être est-ce dû à sa courte vie, mais l'Alliance n'a jamais été déchirée par des conflits internes ³⁴. Des engueulades, c'est normal, mais ça n'allait pas loin. Il reste, entre les anciens de l'Alliance qui se croisent, même avec ceux qui ont décroché de l'action, quelque chose d'indéfinissable. Nous avons tous la nostalgie de cette époque, mais personne n'est resté sur le bord du chemin à se morfondre.

Le passage d'une partie des militants parisiens de l'Alliance à la Fédération anarchiste a été une autre histoire... Pendant longtemps, certains militants de la FA ont projeté sur le groupe Besnard les mêmes fantasmes qu'ils projetaient sur l'Alliance. On reprochait aux militants du groupe Besnard d'« investir des postes » à la FA. Le groupe recrutait et s'agrandissait régulièrement : c'était louche ; lorsqu'il atteignait une certaine taille il se constituait un autre groupe. On reprochait donc au groupe de se développer. C'était suspect.

Heureusement, la FA a changé... et les militants de l'Alliance ont vieilli.

Je pense que l'Alliance a eu une influence durable, peu spectaculaire, mais en profondeur dans le mouvement libertaire. Elle a fourni une génération de militants, et ça, ce n'est jamais perdu. Elle a permis d'organiser pendant dix ans des militants qui se seraient dispersés sans elle, et qui auraient sans doute abandonné par manque de perspectives. Elle a contribué à maintenir le flambeau du syndicalisme révolutionnaire à une époque de transition ³⁵ où les

nous dit : « Ecoutez, il faut qu'on vous dise, en même temps qu'on vous a contactés on a contacté aussi Lutte ouvrière et ils venaient en alternance avec vous. Bon, on a fait notre choix, c'est vous qu'on choisit. » J'ai alors demandé : « Pourquoi, nous ? » Il me répondit très sérieusement : « Les gars de LO sont pas des marrants et ils ne tiennent pas la chopine. » C'est comme ça qu'on a eu un groupe de l'Alliance à Longwy, car les copains n'étaient pas seuls et on a ensuite rencontré leur groupe.

³⁴ Si on excepte le seul cas vraiment sérieux lorsque Alexandre Hébert a tenté de mettre la main sur l'Alliance, mais l'affaire a été assez rapidement réglée.

³⁵ Le caractère de transition de cette génération de militants se manifeste notamment par la nature des relations que nous entretenions avec les vieux militants ouvriers qui nous avaient soutenus. La transmission de la mémoire révolutionnaire se faisait beaucoup par la parole – pendant les réunions, mais aussi au bistrot. Les anciens nous ont ainsi appris des tas de choses qui ne figureront jamais dans aucun livre d'histoire, d'autant que la CGT-SR détruisait périodiquement ses archives pour des raisons de sécurité. C'est chez Gaston Leval que nous avons rencontré Julian

militants de l'après-guerre commençaient à disparaître et où il n'y avait pas encore une relève. Enfin, elle a introduit sur le plan théorique de nouvelles approches, brisé des tabous, cassé la vision diabolique que les anarchistes avaient du marxisme et montré la nécessité d'une réelle cohérence dans l'élaboration théorique. Ce n'est pas si mal...

En relisant avec du recul la collection de *Solidarité ouvrière*, on constate qu'on a un étonnant témoignage militant sur la période de constitution de l'Union de la gauche qui s'est achevée avec l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste.

Avec la recomposition actuelle du paysage syndical, je pense que la reconstitution de quelque chose ressemblant à l'Alliance syndicaliste, permettant de coordonner les courants SR et AS dans le mouvement syndical, y compris dans les « nouvelles » organisations syndicales comme SUD, serait une excellente chose, mais il est évident cependant qu'on ne pourrait pas reprendre les choses exactement au point où on les a laissées en 1980.

En effet, un certain nombre de données nouvelles sont apparues qui modifient radicalement le contexte. Il est peut-être significatif que la fin de l'Alliance correspond *grosso modo* avec la fin des trente glorieuses et l'apparition du néolibéralisme et de la « mondialisation ». Peut-être la disparition de l'Alliance est-elle liée à son incapacité à s'adapter à ce nouveau contexte. Pendant la période où nous y militions, il y avait encore massivement dans le mouvement ouvrier une conscience claire de la séparation des

Gorkin. Lorsque Gaston Leval racontait ses rencontres avec Lénine, Trotsky, Boukharine, ces personnages devenaient réels, ce n'étaient plus des personnages historiques. Alexandra Kollontai lui raconta en 1921 qu'elle avait peur de la direction du parti. Trotsky, de passage à Paris, craignait un mauvais coup de la part des sbires de Staline. Il demanda à la CGT-SR d'assurer sa sécurité. Les camarades lui répondirent qu'après le coup de Cronstadt il ne fallait tout de même pas exagérer. Marcel Body raconta que lorsque les bolcheviks eurent tenu trois mois au pouvoir, la direction du parti fêta l'événement ; Lénine aurait déclaré : « Quoi qu'il arrive maintenant, on a tenu aussi longtemps que la Commune de Paris. » Bien entendu, à l'époque, nous ne pensions pas à noter tout cela et beaucoup de ce qui nous était raconté est perdu à jamais.

classes. C'était là un point qui était évident et qui n'était pas remis en cause.

Aujourd'hui, cette conscience de classe s'est considérablement effritée et il est parfois difficile d'en faire prendre conscience aux jeunes générations. *Personne* n'a pu empêcher ce phénomène d'effritement. Je me souviens avoir distribué des tracts de la CGT lors d'une des multiples attaques du gouvernement contre la sécurité sociale. L'attitude des passants était significative : beaucoup de personnes considéraient avec un certain dégoût un tract venant de la CGT. C'était pourtant des salariés qui étaient les premiers concernés par ces attaques contre la Sécu. L'imprégnation des idées néolibérales chez de nombreux salariés est le résultat d'une propagande patronale et gouvernementale extrêmement efficace.

– Donc le premier point qu'il me paraît important de souligner est que la lutte sur le terrain idéologique me paraît aujourd'hui plus que nécessaire.

– Le second point est qu'il faut préparer les militants et les travailleurs aux différentes techniques de manipulation des groupes afin qu'ils soient capables de contrer les tentatives de prise de contrôle de leurs structures par de prétendue « avant-gardes » ;

– Le troisième point est que le travail de coordination ne pourrait plus se limiter aux organisations syndicales mais devrait s'étendre à toutes les instances du « mouvement social » qui se sont constituées en dehors du syndicalisme et des partis politiques.

– Le dernier point est la nécessité d'étendre des relations au plan international, pour des raisons évidentes liées à la mondialisation, avec toutes les organisations proches par leurs objectifs et leurs pratiques ³⁶.

³⁶ L'Alliance ne négligeait pas du tout la question des relations internationales. Rompant avec le tiers-mondisme des groupes gauchistes, nous pensions qu'il était essentiel que notre mouvement se développe dans les centres de l'impérialisme : Etats-Unis et Grande-Bretagne. Nous eûmes des contacts avec des groupes libertaires des pays anglo-saxons mais ceux-ci ne durèrent jamais très longtemps et il n'y eut jamais rien de durable. Même chose pour l'Allemagne. En fait, les pratiques

La modernité fournit des atouts considérables au mouvement s'il se montre capable d'en tirer parti. Le fossé existant autrefois entre les couches cultivées de la population et les masses prolétarisées, du moins dans les pays industriels, s'est considérablement réduit, ôtant toute justification aux prétentions des intellectuels petits-bourgeois à se poser en direction autoproclamée du mouvement ouvrier. Les militants syndicalistes d'aujourd'hui, comme ceux d'hier, se montrent tout autant capables de réflexion et de conceptualisation que les avocats, journalistes, médecins qui étaient il y a un siècle candidats à la direction du mouvement ouvrier. Ce constat en lui-même introduit une exigence : la composition sociologique de la classe révolutionnaire s'est modifiée. Si le poids du prolétariat traditionnel n'a pas changé en nature – quoi qu'on dise, une grève d'éboueurs, de cheminots, d'ouvriers d'usine a plus d'incidence sur notre vie quotidienne qu'une grève de coiffeurs, d'huissiers de justice ou d'antiquaires – il a changé sur le plan démographique. Le problème, posé par Pierre Besnard en 1926, de l'intégration de couches non ouvrières au sens strict ; l'employé, le fonctionnaire, le contremaître, le technicien, le professeur, le savant, l'écrivain, l'artiste, qui vivent exclusivement du produit de leur travail reste donc plus que jamais d'actualité.

Cela implique, là encore, l'exigence d'une réflexion nouvelle sur la notion de travail productif, qui ne peut plus se limiter aux critères élaborés par les penseurs socialistes du siècle dernier, et sur la fonction du travail dans la société d'aujourd'hui.

quotidiennes des différentes organisations libertaires à travers la planète, et les couches sociales concernées, semblaient tellement varier qu'aucune vision d'ensemble de l'activité ne semblait possible. Pour les organisations trotskistes, les choses étaient plus simples : il y avait la vision dogmatique et préétablie du parti – un « kit », en somme – dont les fonctions étaient théoriquement les mêmes partout, applicables en toute circonstance ; il y avait une vision tout aussi dogmatique et préétablie de l'« Internationale ». Il suffisait d'appliquer les recettes. Dans la mesure où les libertaires ne partaient pas d'un plan préétabli mais du réel de leurs vies quotidiennes, et où ce réel était trop varié et fluctuant, on comprend qu'il ne fut pas possible d'établir de relations durables. Le seul mouvement libertaire avec lequel les militants de l'Alliance établirent des relations durables, même après la dissolution de cette dernière, fut évidemment l'Espagne.

